



Bill-64: Firearms Registration Act and Firearms Registration Act (Chapter I-0.01)

Chronology

DATE	COMMENT
2015	
2015-11	Presentation of Bill 64 to <i>Assemblée Nationale du Québec</i> ¹
2015-12-10	Secretariat informs members that MSP ² has tabled Bill 64
2016	
2016-03-04	Letter sent by HFTCC to Minister , MSP, with comments on Bill 64 - Firearms Registration Act (OUT 16-03-14a).
2016-04-19	MSP response received (IN 16-04-19a). The Minister will analyze and take under consideration the HFTCC's comments and those of the CNG, Makivik and NNK.
2016 March 23, April 5, 6, 7, 12	Specific Consultations and Public Hearings Native parties submit/present briefs: CNG brief (IN 16-04-05a), Makivik brief (IN 16-04-06a), NNK brief (IN 16-04-13a).
2016-04-13	Tabling of the report of the Commission - Consultation
2016-05	Detailed study in Commission: bill 64, amendments adopted...
2016-05-26	Tabling of the report of the Commission – Detailed study of Bill 64
2016-06-8	MSP postpones presentation to be given at June 8-9, 2016 meeting in Mistissini.
2016-06-09	Adoption of Bill 64
2016-06-10	Sanction of Bill 64
2016-09-14	MSP representatives unavailable for presentation at September 14-15, 2016 meeting.
2016-12-06	MSP presentation given at December 6, 7, 8, 2016 meeting in Montreal.
2017	
2017-01-27	Following presentation given by MSP representatives at December 2016 meeting, HFTCC comments/recommendations sent (OUT 17-01-27a). MSP A/R email.
2017-09-13	Draft regulation of the Act published in the <i>Gazette Officielle</i> .

¹ **National Assembly** link to Bill 64: <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-64-41-1.html>

² **MSP** : Ministère de la sécurité publique [Ministry of Public Security]

2017-12-06	Date of 29 January 2018 is set by Decree as the date of coming into force of the provisions of the Firearms Registration Act.
2017-10-20	Informal teleconference MSP with the Native parties. – Firearm Registration Law
2017-10-24	Email sent by Secretariat/Native parties to MSP representatives (17-10-24) after the teleconference held October 20. The email summarizes the teleconference: <ul style="list-style-type: none"> - Insufficient consultation of HFTCC by MSP; - This violates the rights of and obligation in virtue of the JBNQA and the NEQA; - HFTCC anticipates that MSP representatives makes internal verifications and to receive a response in writing. - It has to be clearly stated that the teleconference held on October 20 is not interpreted as a consultation of the native parties of the HFTCC.
2017-10	There was no response to the email sent 17-10-24 to MSP representatives after the informal teleconference with the Native parties.
2017-11-30	Letter of response from MSP (IN_17_11_30a).
2017-12-04	Letter sent by CNG to MSP (IN_17_12_04a) -Summarizes history of file. -Notes lack of meaningful consultation and accommodations. -Reiterates request that Inuit (NASKAPI) beneficiaries be exempted from the Act by regulation until solutions are found for the Act's implementation in the Territory. -Request for creation of Cree-Quebec technical table.
2018	
2018-01-18	Letter sent by Makivik to Minister MSP and Minister of Aboriginal Affairs (IN_18_01_18a). -Summarizes history of file. -Notes lack of meaningful consultation and accommodations. -Reiterates request that Inuit (NASKAPI) beneficiaries be exempted from the Act by regulation until solutions are found for the Act's implementation in the Territory.
2018-02-25	Letter sent by NNK to Minister MSP (IN_18_02_25a). -Summarizes history of file. -Notes lack of meaningful consultation and accommodations. -Reiterates request that Inuit (NASKAPI) beneficiaries be exempted from the Act by regulation until solutions are found for the Act's implementation in the Territory.



Secretary's note : Sent this letter by email on March 14 with delivery receipt, did not receive delivery receipt nor A/R. Sent paper copy by express mail on March 15.

Le 14 mars 2016.

Par Courriel : ministre@msp.gouv.qc.ca

Monsieur Martin Coiteux
Ministre de la Sécurité publique
2525, boulevard Laurier, 5^e étage
Tour des Laurentides
Québec (Québec) G1V 2L2

Objet : Projet de loi n° 64 : Loi sur l'immatriculation des armes à feu

Monsieur le Ministre,

Je vous écris au nom des délégations cri, inuite et naskapie du Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage (CCCPP). Comme vous le savez sans doute, le CCCPP est institué par les dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ). Il s'agit d'un groupe d'experts constitué de représentants des Cris, Inuites, Naskapis et des gouvernements du Canada et du Québec. La raison d'être du CCCPP est d'administrer le régime de chasse, de pêche et de piégeage créé par le chapitre 24 de la CBJNQ et par le chapitre 15 de la Convention du Nord-est québécois (CNEQ) pour le territoire d'application de ces conventions (« le Territoire »). En sa qualité d'organisme consultatif auprès des gouvernements responsables, le CCCPP constitue l'assemblée exclusive et privilégiée à laquelle les délégations autochtones et gouvernementales élaborent ensemble la réglementation pertinente et supervisent l'administration et la gestion du régime de chasse, de pêche et de piégeage.

Le CCCPP est informé du *projet de loi n° 64 : Loi sur l'immatriculation des armes à feu* que votre prédécesseur a déposé à l'Assemblée Nationale en décembre dernier. Le CCCPP souhaite porter à votre attention les dispositions du chapitre 24 de la CBJNQ et du chapitre 15 de la CNEQ qui portent sur le Droit d'exploitation des peuples cri, inuit et naskapi dans le Territoire:

Alinéa 24.3.12, CBJNQ¹:

Le droit d'exploitation inclut le droit de posséder et d'utiliser tout matériel raisonnablement nécessaire à l'exercice de ce droit, à l'exception de ce qui suit: explosifs, poisons, armes à feu reliées à des pièges ou commandées à distance, armes automatiques, balles traçantes, munitions à balles à pointe dure, fusils à air comprimé et autre matériel similaire que des règlements adoptés sur la recommandation du Comité

¹ Lequel correspond à l'alinéa 15.3.11 de la CNEQ.
383, rue Saint-Jacques, bureau C-220, Montréal (Qc) H2Y 1N9
Téléphone : (514) 284-2151 • Télécopieur : (514) 284-0039
www.cccpp-hftcc.com

conjoint pourraient alors interdire, le tout sous réserve des lois et règlements d'application générale sur le contrôle des armes si ce contrôle vise la sécurité publique et non l'exploitation. Néanmoins, les règlements du Québec obligeant les personnes de moins de seize (16) ans à être accompagnées d'un adulte lorsqu'elles chassent ou pêchent, ne s'appliquent pas aux autochtones qui ont l'âge de raison.

Alinéa 24.3.18, CBJNQ²:

L'exercice du droit d'exploitation n'est pas assujéti à l'obtention de permis, licences ou autres autorisations à moins qu'il ne le soit expressément stipulé dans ce chapitre. Lorsque, par exception, des baux, permis, licences ou autres autorisations sont, à des fins de gestion, demandés par le ministre responsable ou sur la recommandation du Comité conjoint, les Autochtones ont le droit de les recevoir pour une somme nominale par l'entremise de leur administration locale respective.

Alinéa 24.3.30 et sous-alinéa 24.3.30c), CBJNQ³ :

Un minimum de contrôles ou de règlements est imposé aux Autochtones, c'est-à-dire, entre autres, que:

c) d'une façon générale, le contrôle des activités visées au présent chapitre est moins restrictif pour les Autochtones que pour les non-Autochtones.

Les membres des délégations inuite, crie et naskapie du CCCPP appuient en principe les objectifs poursuivis par un tel registre dans la mesure où les dispositions de la CBJNQ citées ci-dessus seront dûment prises en compte et respectées. Les dites délégations autochtones entretiennent toutefois certaines inquiétudes quant à la manière dont on instaurera et mettra en œuvre le registre proposé dans le contexte des droits des bénéficiaires découlant de la CBJNQ et de la CNEQ, de leurs pratiques de chasse, et des possibles difficultés d'application que pourrait poser la dynamique culturelle et linguistique des communautés du Territoire.

Selon notre compréhension, le projet de loi n° 64 est actuellement soumis pour consultation en commission de l'Assemblée Nationale et en est donc toujours à un stade préliminaire d'examen. Les délégations crie, inuite et naskapie s'attendent à ce que votre ministère consulte les organismes représentant chacune de leurs nations (Gouvernement de la nation crie, Société Makivik et Nation Naskapie de Kawawachikamach) au moment opportun et réservent le droit de leur nations à présenter leurs positions officielles à cette occasion.

Compte tenu du rôle de forum exclusif et privilégiée du CCCPP et de sa qualité d'organisme consultatif composé en partie de membres porteurs de droits issus de

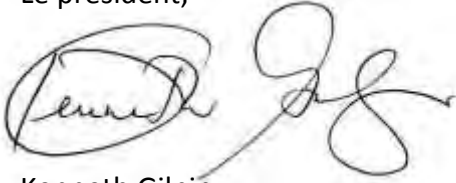
² Lequel correspond à l'alinéa 15.3.17 de la CNEQ.

³ Lesquels correspondent respectivement à l'alinéa 15.3.22 et au sous-alinéa 15.3.22.3 de la CNEQ.

traités, le CCCPP demande à ce que votre ministère se penche sur cette question et apprécierait recevoir une réponse officielle aux enjeux soulevés ci-dessus.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

Le président,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Kenneth Gilpin', written in a cursive style.

Kenneth Gilpin



Comité conjoint de chasse,
de pêche et de piégeage
Hunting, Fishing and Trapping
Coordinating Committee

TRANSLATION

March 14, 2016.

By Email : ministre@msp.gouv.qc.ca

Mr. Martin Coiteux
Minister of Public Security
2525, Laurier Boulevard, 5th floor
Tour des Laurentides
Quebec (Quebec) G1V 2L2

Subject : Bill n° 64 : Firearms Registration Act

Dear Minister,

I am writing to you on behalf of the Cree, Inuit and Naskapi parties of the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee (HFTCC). As you may know, the HFTCC was created by virtue of the James Bay and Northern Quebec Agreement (JBNQA). The HFTCC is an expert body composed of Cree, Inuit, Naskapi, federal and provincial representatives. It was created to administer the hunting, fishing and trapping regime created by Section 24 of the JBNQA and Section 15 of the Northeastern Quebec Agreement (NEQA) within the JBNQA/NEQA territory ('Territory'). As a consultative body to responsible governments, the HFTCC is the exclusive and preferential forum in which Native and government parties jointly formulate regulations and supervise the administration and management of the hunting, fishing and trapping regime.

The HFTCC is aware of *Bill n° 64 : Firearms Registration Act*, tabled at the National Assembly by your predecessor last December. The HFTCC wishes to draw your attention to the relevant provisions of Section 24 of the JBNQA and Section 15 of the NEQA concerning the Cree, Inuit and Naskapi peoples' right to harvest within the Territory:

Paragraph 24.3.12, JBNQA⁴:

⁴ Corresponding NEQA Paragraph : 15.3.11.
383, rue Saint-Jacques, bureau C-220, Montréal (Qc) H2Y 1N9
Téléphone : (514) 284-2151 • Télécopieur : (514) 284-0039
www.cccpp-hftcc.com

The right to harvest shall include the right to possess and use all equipment reasonably needed to exercise that right with the exception of the following : explosives, poisons, firearms connected to traps and remote controls, automatic weapons, tracer bullets, non-expanding ball ammunition, air-guns, and other similar equipment, as may from time to time be prohibited by regulations passed upon recommendation by the Coordinating Committee, the whole subject to applicable laws and regulations of general application concerning weapon control, where such control is directed to public security and not to harvesting activity. Nevertheless, Québec regulations obliging persons under the age of sixteen (16) to be accompanied by an adult when hunting or fishing shall not apply to Native people above the age of reason.

Paragraph 24.3.18, JBNQA⁵:

The exercise of the right to harvest shall not be subject to the obtaining of permits, licenses, or other authorization, save where expressly stipulated otherwise in this Section. Where, by exception, for the purposes of management, leases, permits, licenses or other authorizations are required by the responsible Minister or required on the recommendation of the Coordinating Committee, the Native people shall have the right to receive such leases, permits, licenses or other authorizations at a nominal fee through their respective local governments.

Paragraph 24.3.30 & Sub-paragraph 24.3.30c), JBNQA⁶ :

A minimum of control or regulations shall be applied to the Native people, which shall mean inter alia that:

c) In general, the control of activities contemplated by this Section shall be less restrictive for Native people than for non-Natives.

The Inuit, Cree and Naskapi parties of the HFTCC support, in principle, the objectives of such a registry, with the caveat that the above mentioned provisions of the JBNQA are duly considered and respected. Said Native parties are concerned about how the proposed registry would be implemented and applied within the context of JBNQA/NEQA beneficiary rights, hunting practices and any possible difficulties of application arising from the cultural and linguistic dynamics of communities in the Territory.

The HFTCC understands that Bill n° 64 has been referred to consultation at the National Assembly and remains at a preliminary stage of review. The Inuit, Cree and Naskapi parties trust that their respective representative organizations (Cree Nation Government, Makivik Corporation and Naskapi Nation of Kawawachikamach) will be

⁵ Corresponding NEQA Paragraph : 15.3.17.

⁶ Corresponding NEQA Paragraph : 15.3.22 & Sub-paragraph 15.3.22.3, respectively.
383, rue Saint-Jacques, bureau C-220, Montréal (Qc) H2Y 1N9
Téléphone : (514) 284-2151 • Télécopieur : (514) 284-0039
www.cccpp-hftcc.com

duly consulted by your ministry at the appropriate time and reserve the right of their organizations to present their positions at such time.

In keeping with the HFTCC's preferential and exclusive role as a consultative body, composed in part of treaty right-bearing members, the HFTCC requests that this matter be duly considered by your ministry and would like a formal response to the specific concerns raised in this letter.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Kenneth Gilpin', written in a cursive style.

Kenneth Gilpin
Chairperson

Gouvernement du Québec
Le ministre des Affaires municipales
et de l'Occupation du territoire
Le ministre de la Sécurité publique
Le ministre responsable de la région de Montréal

Québec, le 19 avril 2016

Monsieur Kenneth Gilpin
Président
Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage
383, rue Saint-Jacques, bureau C-220
Montréal (Québec) H2Y 1N9

Objet : Projet de loi n°64, Loi sur l'immatriculation des armes à feu

Monsieur le Président,

La présente fait suite à votre lettre du 14 mars 2016 dans laquelle vous souhaitiez porter à mon attention certains droits reconnus par la Convention de la Baie James et du Nord québécois et la Convention du Nord-Est québécois. Tel que vous l'indiquez dans votre correspondance, les membres des délégations crie, inuite et naskapie du Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage appuient en principe les objectifs du projet de loi 64, et ce, sous réserve de la prise en considération et du respect de vos droits ancestraux.

Vous teniez également à me faire part de votre inquiétude quant à la mise en place de l'obligation d'immatriculation des armes à feu sans restriction. Ce faisant, vous demandez que le ministère de la Sécurité publique consulte les organismes représentant les nations crie, naskapie et inuite.

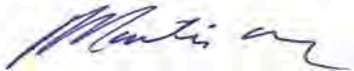
De prime à bord, je tiens à vous remercier pour votre ouverture à la collaboration. Sachez que l'approche retenue dans l'actuel projet de loi est de simplifier le processus d'inscription et de minimiser les impacts pour les propriétaires d'armes à feu.

... 2

Comme vous le savez, des consultations particulières et des audiences publiques sur le projet de loi 64 se sont tenues dans les dernières semaines devant la Commission des institutions à l'Assemblée nationale. Nous y avons notamment entendu des représentants de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, le Grand Conseil des Cris et la Société Makivik.

C'est avec intérêt que nous avons reçu les observations et les recommandations de ces différents organismes et soyez assuré qu'ils seront analysés et pris en considération.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



MARTIN COITEUX

SECRETARIAT'S TRANSLATION

April 19, 2016

Subject : Bill 64 – Firearms Registration Act

Dear Chairperson Kenneth Gilpin,

This letter is in response to your March 14, 2016 letter in which you wish to draw my attention to certain rights recognized by the JBNQA and the NEQA. As you indicated in your correspondence, the Cree, Inuit and Naskapi parties of the HFTCC support Bill 64 in principle, this under reserve of the consideration and respect of your Aboriginal rights.

You equally expressed to me your concerns regarding the implementation of the obligation to register non-restricted firearms. In so doing, you asked that the Ministry of Public Security consult the Cree, Naskapi and Inuit representative organisations.

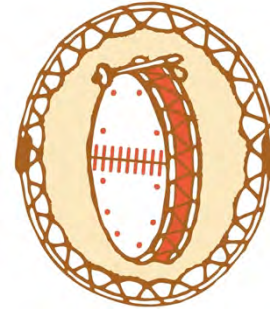
Firstly, I would like to thank you for your openness to collaboration. Please know that the approach taken in this bill is to simplify the registration process and to minimize the impacts on firearm owners.

As you know, special consultations and public hearings on Bill 64 were held before the National Assembly Committee on Institutions in the last few weeks. We heard from representatives of the Assembly of the First Nations of Quebec and Labrador, the Grand Council of the Crees and Makivik Corporation.

It is with great interest that we received the observations and recommendations of these different organisations and be assured that they will be analyzed and taken under consideration.

Sincerely,

Martin Coiteux
Minister
Ministry of Public Security



MÉMOIRE
DU
GRAND CONSEIL DES CRIS (EYYOU ISTCHEE) /
GOVERNEMENT DE LA NATION CRIE
À LA
COMMISSION DES INSTITUTIONS
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC
SUR LE
PROJET DE LOI 64 (2015), *LOI SUR L'IMMATRICULATION DES ARMES À*
FEU

VILLE DE QUÉBEC

LE 5 AVRIL 2016

TABLE DES MATIÈRES

I.	SOMMAIRE	1
II.	INTRODUCTION.....	2
III.	CONTEXTE	3
	A. LES CRIS ET EYYOU ISTCHEE	3
	B. <i>CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS</i>	4
	C. LE DROIT D'EXPLOITATION DES CRIS EN VERTU DU TRAITÉ.....	5
IV.	ASSURER UN ÉQUILIBRE ENTRE LE PROJET DE LOI 64 ET LES DROITS DES CRIS.....	6
V.	PROJET DE LOI 64, <i>LOI SUR L'IMMATRICULATION DES ARMES À FEU</i>	7
	A. L'EXIGENCE LIÉE À L'IMMATRICULATION	8
VI.	CONCLUSION.....	9

I. SOMMAIRE

1. Le projet de loi 64 (2015), la *Loi sur l'immatriculation des armes à feu* (« **Projet de loi 64** ») a pour objet de déterminer les règles d'immatriculation des armes à feu sans restriction présentes sur le territoire du Québec.
2. La Nation crie d'Eeyou Istchee reconnaît l'importance pour la société québécoise de la sécurité publique lorsqu'il est question d'armes à feu. Toutefois, il doit y avoir un équilibre entre cet objectif et les droits des Cris garantis par la Constitution, y compris les droits traditionnels et d'exploitation des Cris en vertu de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois*, un traité et un accord sur des revendications territoriales protégé par la Constitution.
3. Les Cris s'opposent à toute législation, y compris le Projet de loi 64, susceptible de porter atteinte aux droits ancestraux et issus de traité des Cris, y compris toute entrave déraisonnable au droit de chasser, de pêcher et de trapper des Cris en vertu du chapitre 24 de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois*, également désigné comme le « droit d'exploitation ».
4. Le droit d'exploitation en vertu du chapitre 24 inclut le droit de posséder et d'utiliser tout matériel, comme des armes sans restriction, nécessaire à l'exercice de ce droit. Le paragraphe 24.3.18 de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* prévoit que lorsque, par exception, le droit d'exploitation est assujéti à l'obtention de permis, baux, licences ou autres autorisations (telles que l'immatriculation d'armes à feu sans restriction), les Cris ont le droit de les recevoir pour une somme nominale par l'entremise de leur gouvernement local respectif. Pour les Cris, cette somme nominale ne peut excéder un dollar.
5. Les Cris sont ouverts au concept de l'établissement d'un registre provincial des armes à feu, à condition qu'il soit adapté afin de respecter pleinement les droits et les réalités de la culture des Cris en ce qui a trait à la chasse. Ceci pourrait nécessiter des modalités ou des exemptions spécifiques pour les Cris, et d'autres mécanismes liés à la mise en œuvre de ce registre dans le contexte cri, lesquels devraient être examinés par une table technique Cris-Québec spéciale.

6. Le débat public au sujet d'un registre des armes à feu, qu'il soit au niveau fédéral ou provincial, a porté presque exclusivement sur deux positions opposées, c'est-à-dire la position du « contrôle des armes à feu » et la position du « lobby pro-armes ».
7. Jusqu'à tout récemment, les positions d'un troisième groupe dans ce débat, celui des peuples autochtones, ont été manifestement absentes. La chasse, et par association, les armes à feu, sont importantes pour plusieurs peuples autochtones. Ce fait, combiné aux droits ancestraux et issus de traité auxquels un registre des armes à feu pourrait porter atteinte, nécessite que ces positions soient considérées adéquatement dans le contexte du Projet de loi 64.
8. Les commentaires énoncés dans ce mémoire à l'égard du Projet de loi 64 sont sous réserve de commentaires supplémentaires une fois que les projets de règlement envisagés par le Projet de loi 64 seront disponibles et auront été examinés par le Gouvernement de la nation crie en collaboration avec le gouvernement du Québec.
9. De tels projets de règlement devraient être soumis au Gouvernement de la nation crie pour avis avant d'être promulgués, de même qu'au Comité conjoint – Chasse, Pêche et Trappage conformément à la *Convention de la Baie James et du Nord québécois*.

II. INTRODUCTION

10. Le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) (« **GCC(EI)** ») est l'entité politique qui représente les quelque 18 000 Cris d'Eeyou Istchee, les terres traditionnelles des Cris à la Baie-James. Le Gouvernement de la nation crie (« **GNC** ») exerce des fonctions gouvernementales au nom de la Nation crie d'Eeyou Istchee.
11. Au cours des 40 dernières années, les Cris ont signé de nombreuses ententes avec les gouvernements du Québec et du Canada. Ces ententes créent ainsi un environnement juridique unique dans le territoire d'Eeyou Istchee. Elles comptent, entre autres, les ententes suivantes :
 - (a) la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* (« **CBJNQ** »), signée en 1975 avec le Canada et le Québec (et modifiée depuis par le biais de 24 conventions complémentaires);

- (b) l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, signée en 2002, fréquemment appelée la « **Paix des braves** »;
 - (c) l'Entente concernant une nouvelle relation entre le Canada et les Cris d'Eeyou Istchee, signée en 2008; et
 - (d) l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec, signée le 24 juillet 2012 (l'« **Entente sur la gouvernance** »). Cette Entente a été approuvée par le Projet de loi 42 de 2013 intitulé *Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James et apportant certaines modifications législatives concernant le Gouvernement de la nation crie*.¹
12. La CBJNQ est un accord sur des revendications territoriales et un traité en vertu de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*. Les droits des Cris prévus à la CBJNQ sont des droits existants issus de traité, reconnus et protégés par les articles 35 et 52 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.²
13. La CBJNQ a été approuvée, mise en vigueur et déclarée valide par une loi du Québec, la *Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois*.³ En vertu de l'article 2(2) de cette loi, les Cris jouissent des droits, privilèges et avantages prévus à la CBJNQ à titre de droits statutaires.
14. De plus, l'article 6 de cette loi prévoit qu'en cas de conflit ou d'incompatibilité entre cette loi et les dispositions de toute autre loi s'appliquant au territoire (tel que défini dans cette loi), cette loi l'emporte.
15. Le Projet de loi 64, la *Loi sur l'immatriculation des armes à feu*, doit respecter les droits ancestraux des Cris d'Eeyou Istchee, de même que leurs droits en vertu de la CBJNQ, la Paix des braves, l'Entente sur la gouvernance et les lois de mise en œuvre.

¹ L.Q. 2013, c. 19; voir également la *Loi instituant le Gouvernement Régional d'Eeyou Istchee Baie-James*, RLRQ, chapitre G-1.04.

² *Québec (Procureur général) c. Moses*, [2010] 1 R.C.S. 557, 2010 CSC 17.

³ L.Q. 1976, c. 46, maintenant RLRQ, chapitre C-67.

III. CONTEXTE

A. LES CRIS ET EYYOU ISTCHEE

16. Il y a plus de 18 000 Cris d'Eeyou Istchee, dont environ 16 000 habitent dans les neuf communautés crie dans la région de la Baie James, dans le Nord du Québec, et sur leur territoire traditionnel d'Eeyou Istchee.
17. Les Cris chassent dans Eeyou Istchee depuis des milliers d'années. Ils chassent à l'aide d'armes à feu depuis des centaines d'années, depuis que les armes à feu ont été rendues disponibles pour la première fois. De plus, en tant qu'individus, les Cris apprennent dès l'enfance à utiliser les armes à feu de façon sécuritaire et responsable.
18. Il importe également de noter que les Cris utilisent leurs armes à feu presque exclusivement pour les fins de la chasse, et non pour des fins récréatives ou pour le loisir. Il s'agit d'une distinction importante. L'utilisation d'armes à feu sans restriction est une partie fondamentale des activités d'exploitation des Cris.
19. Les armes à feu et la sécurité entourant les armes à feu sont au cœur de la culture, traditionnelle et moderne, liée à la chasse des Cris, et occupent une place importante dans la société crie contemporaine. Un registre des armes à feu n'a jamais été nécessaire pour que les Cris chassent de façon sécuritaire.

B. CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

20. En 1970, le gouvernement du Québec annonçait l'énorme projet hydroélectrique de la Baie-James. Ce projet massif allait affecter radicalement le territoire traditionnel des Cris d'Eeyou Istchee et leur mode de vie traditionnel basé sur la chasse, la pêche et le trappage. Pourtant, les Cris ne furent pas consultés et personne n'a cherché à obtenir leur consentement. Les Cris se sont vus forcés d'intenter des procédures judiciaires afin de défendre leurs droits, leur environnement et leur mode de vie traditionnel.

21. Ces procédures judiciaires ont entraîné des négociations entre les Cris, les Inuit, le Québec et le Canada qui ont mené à la signature, le 11 novembre 1975, de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois*.
22. La CBJNQ est le premier traité et accord sur les revendications territoriales moderne au Canada. En 1982, la CBJNQ a reçu une protection constitutionnelle à titre de traité en vertu des articles 35 et 52 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

C. LE DROIT D'EXPLOITATION DES CRIS EN VERTU DU TRAITÉ

23. Les Cris accordent une importance fondamentale au respect de leurs droits issus de traité constitutionnellement protégés en vertu de la CBJNQ, y compris leurs droits de chasser, de pêcher et de trapper, ou « droit d'exploitation », en vertu de son chapitre 24 :

24.3.1 Tout autochtone a le droit de chasser, pêcher et trapper y compris le droit de capturer ou d'abattre des spécimens de toute espèce de la faune sauvage en conformité avec les dispositions du présent chapitre (ci-après désigné comme le « droit d'exploitation »).

24. Le paragraphe 24.3.12 de la CBJNQ prévoit que le droit d'exploitation inclut le droit de posséder et d'utiliser tout matériel raisonnablement nécessaire à l'exercice de ce droit, sous réserve des lois et règlements d'application générale sur le contrôle des armes si ce contrôle vise la sécurité publique et non l'exploitation.
25. Ce paragraphe 24.3.12 s'applique clairement au droit de posséder et d'utiliser des armes à feu sans restriction pour l'exercice du droit des Cris de chasser.

26. La CBJNQ prévoit également que le droit d'exploitation inclut l'utilisation des méthodes d'exploitation actuelles et traditionnelles, sauf dans la mesure où elles affectent la sécurité publique.⁴
27. En ce qui a trait aux permis, licences ou autorisations, la CBJNQ énonce spécifiquement :

24.3.18 L'exercice du **droit d'exploitation n'est pas assujéti** à l'obtention de permis, licences ou **autres autorisations** à moins qu'il ne le soit expressément stipulé dans ce chapitre. Lorsque, **par exception**, des baux, permis, licences ou autres autorisations sont, à des fins de gestion, demandés par le ministre responsable ou sur la recommandation du Comité Conjoint, les autochtones ont le **droit de les recevoir** pour une **somme nominale** par l'**entremise de leur Administration locale respective**.

[Soulignements ajoutés.]

28. L'exigence d'immatriculer une arme à feu, tel que prévu dans le Projet de loi 64, constitue une « autorisation » au sens du paragraphe 24.3.18 de la CBJNQ. En d'autres termes, cette exigence d'immatriculation est assujéti aux droits issus de traité des Cris en vertu de la CBJNQ. Une telle immatriculation ne peut être exigée que par exception à la règle générale à l'effet que le droit d'exploitation n'est pas assujéti à l'obtention d'une autorisation et, dans ces cas exceptionnels, seulement pour une somme nominale par l'entremise des gouvernements locaux cris.
29. Tel que soulevé précédemment, les droits issus de traité des Cris énoncés ci-dessus ont préséance sur toute loi incompatible, y compris la *Loi sur l'immatriculation des armes à feu* proposée.

IV. ASSURER UN ÉQUILIBRE ENTRE LE PROJET DE LOI 64 ET LES DROITS DES CRIS

30. Au premier abord, le Projet de loi 64 vise à répondre à des objectifs importants liés à la sécurité publique et à l'administration de la justice dans la société québécoise dans son ensemble. Toutefois, il doit y avoir un équilibre entre cet objectif et les droits constitutionnellement protégés des Cris, y compris les droits d'exploitation en vertu du chapitre 24 de la CBJNQ.

⁴ CBJNQ, para. 24.3.14.

31. Le régime d'immatriculation des armes à feu prévu au Projet de loi 64 doit assurer la protection et la préservation du mode de vie traditionnel des Cris. Ces principes fondamentaux sont à la base de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois*, un traité, et sont étroitement liés aux activités d'exploitation des Cris garanties par ce traité. Le Projet de loi 64 et ses règlements doivent tenir compte adéquatement de ces principes et de ces droits. Cet objectif peut être atteint grâce à une collaboration de bonne foi entre la Nation crie et le gouvernement du Québec.
32. Les Cris sont ouverts au concept de l'établissement d'un registre provincial des armes à feu, à condition qu'il soit adapté adéquatement afin de respecter les droits ancestraux et issus de traité des Cris en vertu de la CBJNQ, ainsi que les réalités de la culture crie liée à la chasse et le mode de vie traditionnel des Cris. Tel qu'énoncé ci-dessus, ceci pourrait nécessiter des modalités et des exemptions spécifiques pour les Cris.
33. Le régime d'immatriculation des armes à feu proposé doit respecter les droits ancestraux et les droits issus de traité des Cris de chasser. Ce régime ne doit pas imposer des restrictions ou des fardeaux déraisonnables sur les chasseurs cris quant à la possession ou l'utilisation d'armes à feu pour des fins d'exploitation traditionnelle, y compris en matière de temps, d'argent et d'obtention des renseignements nécessaires pour cette immatriculation.

V. PROJET DE LOI 64, *LOI SUR L'IMMATRICULATION DES ARMES À FEU*

34. Le Projet de loi 64 exige que les propriétaires d'armes à feu sans restriction demandent l'immatriculation de chacune de leur arme à feu au ministre de la Sécurité publique (le « **Ministre** »).
35. En vertu du Projet de loi 64, certaines armes à feu et certains propriétaires d'armes à feu peuvent être soustraits de l'application en tout ou en partie du Projet de loi. Ceci est déterminé par un règlement du gouvernement.⁵

⁵ Projet de loi 64, art. 1.

36. En ce qui a trait aux modalités liées à l'immatriculation, elles seront également déterminées par règlement du gouvernement.⁶
37. En date des présentes, ces règlements n'ont pas été rendus publics et donc les commentaires énoncés dans ce mémoire sont faits sous réserve de commentaires supplémentaires une fois que les projets de règlement envisagés par le Projet de loi 64 seront rendus disponibles et auront été examinés par le Gouvernement de la nation crie en collaboration avec le gouvernement du Québec.
38. De tels projets de règlement devraient être soumis au Gouvernement de la nation crie pour avis avant d'être promulgués, de même qu'au Comité conjoint – Chasse, Pêche et Trappage conformément à la *Convention de la Baie James et du Nord québécois*.⁷

A. L'EXIGENCE LIÉE À L'IMMATRICULATION

39. L'article 3 du Projet de loi 64 prévoit que « Le propriétaire de l'arme à feu doit en demander l'immatriculation au ministre, aux conditions et selon les modalités déterminées par règlement du gouvernement. »
40. De plus, en vertu du Projet de loi 64, le propriétaire d'une arme à feu immatriculée doit aviser le Ministre de toute modification aux renseignements fournis pour immatriculer cette arme ou de la perte du numéro d'arme à feu.⁸ Le propriétaire d'une arme à feu doit également, dès qu'il en transfère la propriété, aviser le Ministre, aussi de la manière prescrite par règlement.⁹
41. Tel que souligné ci-dessus, le paragraphe 24.3.18 de la CBJNQ prévoit que le droit d'exploitation n'est pas assujéti à l'obtention de permis, de licences, ou autres autorisations, telles qu'une exigence d'immatriculation, à moins qu'il ne le soit expressément stipulé dans le chapitre 24.

⁶ Projet de loi 64, art. 3.

⁷ CBJNQ, para. 24.4.26

⁸ Projet de loi 64, art. 7.

⁹ *Ibid.*

42. Le droit des Cris en vertu de la CBJNQ de recevoir cette autorisation **par l'entremise de leur gouvernement local respectif**, pour une **somme nominale**, doit être reflété dans le régime d'immatriculation envisagé par le Projet de loi 64.

Le droit de recevoir l'autorisation par l'entremise du gouvernement local cri

43. Les Cris s'attendent à ce que le gouvernement du Québec réduise tout fardeau administratif lié à l'immatriculation des armes à feu des chasseurs cris en vertu du Projet de loi 64 et de ses règlements.
44. Ceci comprend de faire en sorte que les chasseurs cris puissent immatriculer leurs armes à feu sans restriction à l'intérieur du territoire d'Eeyou Istchee de manière simple, efficace et en temps opportun, auprès des gouvernements locaux cris ou auprès d'autres entités cries, tel que convenu entre la Nation crie et le gouvernement du Québec.
45. Avant l'abolition du registre fédéral d'armes d'épaule, l'Association crie des trappeurs fournissait de l'assistance aux chasseurs cris pour l'immatriculation de leurs armes à feu. Ce support était important car il aidait les chasseurs cris à se conformer aux exigences fédérales d'immatriculation, compte tenu notamment des défis administratifs liés aux langues différentes, *c.-à-d.* le cri, le français et l'anglais.
46. Les chasseurs cris doivent continuer à bénéficier du support d'une ou des entités cries dans le territoire d'Eeyou Istchee afin de se conformer aux exigences liées à l'immatriculation imposées par le Projet de loi 64. Ce support, et les fonctions administratives qui s'y rattachent, exige des ressources appropriées, y compris un soutien financier.

Droit de recevoir l'autorisation pour une somme nominale

47. Le Projet de loi 64 ne précise pas s'il y aura des frais associés à ces nouvelles exigences d'immatriculation.
48. En vertu de la CBJNQ, tout frais d'immatriculation pour les bénéficiaires cris ne peut excéder la somme nominale d'un dollar (1\$).

Mise en oeuvre

49. Le gouvernement du Québec, le Gouvernement de la nation crie et le Comité conjoint – Chasse, Pêche et Trappage devront collaborer afin de déterminer comment mettre en œuvre ces droits issus de traité des Cris dans le contexte du régime d'immatriculation prévu par le Projet de loi 64, par exemple par le biais de modalités et d'exemptions pour les Cris, de coordination administrative, de versement de fonds et de la fourniture d'autres ressources à cet égard.

VI. CONCLUSION

50. En terminant, une table technique Cris-Québec spéciale devrait être mise en place sans délai pour discuter des options en lien avec le Projet de loi 64 et ses projets de règlement afin d'identifier des exemptions et des modalités spécifiques pour les Cris, ainsi que d'autres mécanismes pour leur mise en œuvre dans le contexte cri.
51. Le GCC(EI)/GNC remercie la Commission de lui avoir donné l'opportunité de déposer ce mémoire, et demeure à la disposition de la Commission pour répondre à quelque question qu'elle puisse avoir.

Meegwetch.

* * * * *



BRIEF
OF THE
GRAND COUNCIL OF THE CREES (EEYOU ISTCHEE) /
CREE NATION GOVERNMENT
TO
THE COMMITTEE ON INSTITUTIONS
OF
THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC
ON
BILL 64 (2015), *FIREARMS REGISTRATION ACT*

QUÉBEC CITY

APRIL 5, 2016

TABLE OF CONTENTS

I.	SUMMARY	1
II.	INTRODUCTION	2
III.	CONTEXT	3
	A. THE CREE AND EYYOU ISTCHEE	3
	B. <i>JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT</i>	4
	C. CREE HARVESTING RIGHTS UNDER THE TREATY	4
IV.	BALANCING BILL 64 AND CREE RIGHTS	5
V.	BILL 64, <i>FIREARMS REGISTRATION ACT</i>	6
	A. REGISTRATION REQUIREMENT	6
VI.	CONCLUSION	8

I. SUMMARY

1. Bill 64 (2015), the proposed *Firearms Registration Act* (“**Bill 64**”), seeks to establish rules governing the registration of firearms present in the territory of Québec.
2. The Cree Nation of Eeyou Istchee recognizes the importance of public security and safety in relation to firearms for Québec society. However, this objective must be balanced with the constitutionally protected rights of the Cree, including Cree traditional and harvesting rights under the *James Bay and Northern Québec Agreement*, a constitutionally protected treaty and land claim agreement.
3. The Cree oppose any legislation, including Bill 64, that might abrogate or derogate from Cree Aboriginal and treaty rights, including any unreasonable impediment on Cree hunting, fishing and trapping rights under Section 24 of the *James Bay and Northern Québec Agreement*, also referred to as the “right to harvest”.
4. The right to harvest under Section 24 includes the right to possess and use equipment, such as non-restricted firearms, needed to exercise the right to harvest. Paragraph 24.3.18 of the *James Bay and Northern Québec Agreement* provides that where, exceptionally, the right to harvest is subject to obtaining permits, licenses, or other authorization (such as the registration of non-restricted firearms), the Cree have the right to receive them at a nominal fee and through their respective local governments. For the Cree, such nominal fee may not exceed one dollar.
5. The Cree are open to the concept of the establishment of a provincial firearms registry, provided that it is adapted to fully respect Cree rights and the realities of the Cree hunting culture. This may require specific modalities or exemptions for the Cree, and other mechanisms relating to the implementation of this registry in the Cree context, all of which should be considered through a special Cree-Québec technical table.
6. The public debate regarding a firearms registry, whether at the federal or provincial level, has focused almost exclusively on two opposing sides: the “gun control” and “gun lobby” sides.
7. The positions of a third group in this debate, those of Aboriginal peoples, have been markedly absent until recently. Hunting, and by association, firearms, are important to many Aboriginal people. This fact, combined with Aboriginal and treaty rights that may be affected by a firearms registry, requires that these positions be considered properly in the context of Bill 64.

8. The comments set out in this brief regarding Bill 64 are subject to possible additional input once the draft regulations contemplated by Bill 64 are made available, and have been considered by the Cree Nation Government in collaboration with the Government of Québec.
9. Any such draft regulations should be submitted for advice prior to enactment to the Cree Nation Government, as well as to the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee in accordance with Section 24 of the *James Bay and Northern Québec Agreement*.

II. INTRODUCTION

10. The Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) (“**GCC(EI)**”) is the political body that represents the approximately 18,000 Cree of Eeyou Istchee, the traditional homeland of the Cree in James Bay. The Cree Nation Government (“**CNG**”) exercises governmental functions on behalf of the Cree Nation of Eeyou Istchee
11. Over the past 40 years, the Cree have signed many agreements with the Governments of Québec and Canada. These agreements create a unique legal environment in Eeyou Istchee. They include, among others:
 - (a) the *James Bay and Northern Quebec Agreement* (“**JBNQA**”), signed in 1975 with Canada and Québec (and since amended by 24 complementary agreements);
 - (b) the *Agreement concerning a New Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Quebec* signed in 2002, often called the “**Paix des Braves**”;
 - (c) the *Agreement concerning a New Relationship between Canada and the Crees of Eeyou Istchee* signed in 2008; and
 - (d) the *Agreement on Governance in the Eeyou Istchee James Bay Territory between the Crees of Eeyou Istchee and the Gouvernement du Québec*, signed on July 24, 2012 (“**Governance Agreement**”). This Agreement was approved by Bill 42 of 2013, entitled *An Act establishing the Eeyou Istchee James Bay Regional Government and introducing certain legislative amendments concerning the Cree Nation Government*.¹

¹ S.Q. 2013, c. 19; See also the *Act establishing the Eeyou Istchee James Bay Regional Government*, CQLR, c. G-1.04.

12. The JBNQA is a land claim agreement and treaty under section 35 of the *Constitution Act, 1982*. The rights of the Cree provided for in the JBNQA are existing treaty rights recognized and protected under sections 35 and 52 of the *Constitution Act, 1982*.²
13. The JBNQA was approved, given effect to and declared valid by a law of Québec, the *Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec*.³ Under section 2(2) of this Act, the Cree enjoy the rights, privileges and benefits set out in the JBNQA as statutory rights.
14. Section 6 of this Act also provides that, in case of conflict or inconsistency between this Act and the provisions of any other law applying to the territory (as defined therein), this Act prevails.
15. Bill 64, the proposed *Firearms Registration Act*, must respect the Aboriginal rights of the Cree of Eeyou Istchee, as well as their rights under the JBNQA, the Paix des Braves, the Governance Agreement and the implementing legislation.

III. CONTEXT

A. THE CREE AND EYYOU ISTCHEE

16. There are more than 18,000 Cree of Eeyou Istchee, and about 16,000 of them live in the nine Cree communities in the James Bay region of northern Quebec and on their traditional homeland of Eeyou Istchee.
17. The Cree have been hunting in Eeyou Istchee for thousands of years. They have hunted with firearms for hundreds of years, since firearms were first made available. Furthermore, as individuals, Cree learn to use firearms, in a responsible, safe way, from childhood.
18. It is also important to note that the Cree use their firearms almost exclusively for harvesting purposes, not for recreation or as a hobby. This is an important distinction. The use of non-restricted firearms is a fundamental part of Cree harvesting activities.
19. Firearms and firearms safety are central to Cree hunting culture, both traditional and modern, and figure prominently in contemporary Cree society. A firearms register has never been necessary for the Cree to hunt safely.

² *Québec (Attorney General) v. Moses*, [2010] 1 S.C.R. 557, 2010 SCC 17.

³ S.Q. 1976, c. 46, now CQLR, c. C-67.

B. JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT

20. In 1970, the Government of Québec announced the massive James Bay Hydroelectric Project. This enormous project would radically affect the Cree homeland of Eeyou Istchee and their traditional way of life, based on hunting, fishing and trapping. Yet, at the time, the Cree were not consulted, nor was their consent sought. The Cree were forced to take legal proceedings to defend their rights, their environment and their way of life.
21. These proceedings led to negotiations between the Cree, the Inuit, Québec and Canada, which culminated in the signature on November 11, 1975 of the *James Bay and Northern Québec Agreement*.
22. The JBNQA is the first modern Aboriginal land claims treaty in Canada. In 1982, the JBNQA received constitutional protection as a treaty under sections 35 and 52 of the *Constitution Act, 1982*.

C. CREE HARVESTING RIGHTS UNDER THE TREATY

23. The Cree attach fundamental importance to the respect of their constitutionally protected treaty rights under the JBNQA, including their right to hunt, fish and trap, or “right to harvest”, under Section 24 thereof:

24.3.1 Every Native person shall have the right to hunt, fish and trap, including the right to capture or kill individuals of any species of wild fauna, in accordance with the provisions of this Section (hereinafter referred to as the “right to harvest”).

24. Paragraph 24.3.12 of the JBNQA states that the right to harvest includes the right to possess and use all equipment reasonably needed to exercise that right, subject to applicable laws and regulations of general application concerning weapon control, where such control is directed to public security and not to harvesting activity.
25. This paragraph 24.3.12 clearly applies to the right to possess and to use non-restricted firearms in the exercise of the Cree right to hunt.

26. The JBNQA also provides that the right to harvest shall include the use of present and traditional methods of harvesting except where such methods affect public safety.⁴

27. In relation to permits, licenses and authorizations, the JBNQA specifically states:

24.3.18 The exercise of the **right to harvest shall not be subject** to the obtaining of permits, licenses, or **other authorization**, save where expressly stipulated otherwise in this Section. Where, **by exception**, for the purposes of management, leases, permits, licenses or other authorizations are required by the responsible Minister or required on the recommendation of the Coordinating Committee, the Native people shall have the **right to receive** such leases, permits, licenses or other **authorizations** at a **nominal fee through** their **respective local governments**.

[*Emphasis added.*]

28. The requirement to register a firearm, such as that provided for in Bill 64, constitutes an “authorization” within the meaning of paragraph 24.3.18 of the JBNQA. In other words, this registration requirement is subject to Cree treaty rights under the JBNQA. Such registration may only be required by exception to the general rule that the right to harvest is not subject to obtaining authorization, and, in such exceptional case, only at a nominal fee through the Cree local governments.

29. As indicated previously, the treaty rights of the Cree outlined above take precedence over any inconsistent legislation, including the proposed *Firearms Registration Act*.

IV. BALANCING BILL 64 AND CREE RIGHTS

30. On its face, Bill 64 seeks to address important policy objectives of public security and the administration of justice in the wider Québec society. However, this objective must be balanced with constitutionally protected Cree rights, including Cree harvesting rights under Section 24 of the JBNQA.

31. The firearms registration regime contemplated by Bill 64 must ensure the protection and preservation of the Cree traditional way of life. These basic principles underlie the *James Bay and Northern Québec Agreement* treaty and are intrinsically linked to the Cree harvesting activities guaranteed by that treaty. Bill 64 and its regulations must take proper account of these principles and rights. This objective can be achieved through the good faith collaboration of the Cree Nation and the Government of Québec.

⁴ JBNQA, para. 24.3.14.

32. The Cree are open to concept of the establishment of a provincial firearms registry, provided that it is appropriately adapted to respect Cree Aboriginal rights, JBNQA treaty rights and the realities of the Cree hunting culture and the Cree traditional way of life. As stated above, this may require specific modalities or exemptions for the Cree.

33. The proposed firearms registration regime must respect Cree Aboriginal and treaty rights to hunt. This regime must not impose unreasonable restrictions or burdens on Cree hunters to own and use firearms for traditional harvesting purposes, including in relation to time, money and obtaining information required for such registration.

V. **BILL 64, *FIREARMS REGISTRATION ACT***

34. Bill 64 requires non-restricted firearm owners to register each of their firearms with the Minister of Public Security (the “**Minister**”).

35. Under Bill 64, certain firearms and firearm owners may be exempted from the application of the Bill or portions thereof. This is determined by government regulation.⁵

36. As for registration modalities, they will also be determined by government regulation.⁶

37. As of the date of this brief, these regulations have not been made public and therefore the comments set out in this brief are subject to any possible additional input once the draft regulations contemplated by Bill 64 are made available, and have been considered by the Cree Nation Government in collaboration with the Government of Québec.

38. Any such draft regulations should be submitted for advice prior to enactment to the Cree Nation Government, as well as to the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee in accordance with Section 24 of the *James Bay and Northern Québec Agreement*.⁷

A. **REGISTRATION REQUIREMENT**

39. Section 3 of Bill 64 states that “A firearm owner must apply to the Minister for its registration, subject to the conditions and according to the procedure prescribed by government regulation.”

⁵ Bill 64, s. 1.

⁶ Bill 64, s. 3.

⁷ JBNQA, para. 24.4.26

40. In addition, under Bill 64, the owner of a registered firearm must notify the Minister of any change in the information provided for registration purposes or of the loss of the firearm number.⁸ The owner must also notify the Minister as soon as he or she transfers the ownership of the firearm, also in the manner prescribed by regulation.⁹
41. As highlighted above, paragraph 24.3.18 of the JBNQA provides that the right to harvest is not subject to obtaining permits, licenses, or other authorization, such as a registration requirement, save where expressly stipulated otherwise in Section 24.
42. The right under the JBNQA of the Cree to obtain such an authorization **through their local governments**, at a **nominal fee**, must be reflected in the registration regime contemplated by Bill 64.

Right to Receive Authorization through Cree Local Government

43. The Cree expect the Government of Québec to reduce any administrative burden associated with the registration of firearms for Cree hunters under Bill 64 and its regulations.
44. This includes ensuring that Cree hunters may register their non-restricted firearms within the territory of Eeyou Istchee in a simple, efficient and timely manner, with Cree local governments or with other Cree entities, as agreed between the Cree Nation and Government of Québec.
45. Prior to the abolition of the federal long-gun registry, the Cree Trappers' Association assisted Cree hunters with the registration of their firearms. This assistance was important in helping Cree hunters to meet federal registration requirements, particularly in view of administrative challenges associated with different languages, *i.e.*, Cree, French and English.
46. Cree hunters must continue to benefit from assistance from a Cree entity or entities in the territory of Eeyou Istchee to comply with registration requirements imposed under Bill 64. This assistance, and related administrative functions, requires adequate resources, including financial support.

⁸ Bill 64, s. 7.

⁹ *Ibid.*

Right to Receive Authorization at a Nominal Fee

47. Bill 64 does not specify whether there will be any fees associated with these new registration requirements.
48. Under the JBNQA, any firearm registration fee for Cree beneficiaries may not exceed the nominal amount of one dollar (\$1).

Implementation

49. The Government of Québec, the Cree Nation Government and the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee will need to collaborate to determine how to implement these Cree treaty rights in relation to the registration regime contemplated by Bill 64, such as through specific modalities or exemptions for the Cree, administrative coordination and the provision of funding and other resources in relation thereto.

VI. CONCLUSION

50. In closing, a special Cree-Québec technical table should be established without delay to discuss options in relation to Bill 64 and its draft regulations in order to identify exemptions and particular modalities for the Cree and other mechanisms relating to its implementation in the Cree context.
51. The Cree Nation Government/GCC(EI) thank the Committee for the opportunity to submit this brief, and are at the disposition of the Committee to respond to any questions that it may have.

Meegwetch.

* * * * *



POSITION PAPER

PRESENTED BY MAKIVIK CORPORATION

IN THE CONTEXT OF THE

**Special consultations and public hearings on
Bill 64 “*Firearms Registration Act*”**

TO THE

**Committee on Institutions
National Assembly of Québec**

APRIL 6, 2016

TABLE OF CONTENTS

- 1 ABOUT MAKIVIK CORPORATION**

- 2 PRESENTATION “WITHOUT PREJUDICE” TO THE COMMITTEE ON
INSTITUTIONS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC**

- 3 PRIVILEGED ROLE OF THE HUNTING, FISHING AND TRAPPING
COORDINATING COMMITTEE (HFTCC)**

- 4 ISSUES AND CONCERNS OF MAKIVIK TOWARD BILL 64**
 - I. RIGHT TO HARVEST OF NUNAVIK INUIT BENEFICIARIES**
 - II. LANGUAGE OF THE REGISTRATION APPLICATION**
 - III. COMMUNAL POSSESSION (SHARING)**
 - IV. REQUIREMENTS AND COSTS**
 - V. LACK OF AMENITIES AND SERVICES IN NUNAVIK**
 - VI. DELAYS IN THE NUNAVIK CONTEXT**
 - VII. SANCTION (SEIZURE)**
 - VIII. CONSULTATION PROCESS**

- 5 CONCLUSION: FULL EXEMPTION REQUESTED**

1. **ABOUT MAKIVIK CORPORATION**

Makivik Corporation (Makivik) was created in 1978 by the *Act respecting the Makivik Corporation* (R.S.Q., c.18.1). It is the successor entity to the Northern Quebec Inuit Association, signatory for the Inuit Party to the *James Bay and Northern Quebec Agreement* (JBNQA). Representing approximately 11,000 Inuit of Nunavik, Makivik is also the recognized Nunavik Inuit Party to another treaty, the *2008 Nunavik Inuit Land Claims Agreement* (NILCA) entered into with the Government of Canada and the Government of Nunavut. As a non-profit legal person, Makivik acts as a development corporation as well as the protector and promoter of the rights and interests of the Inuit beneficiaries under the JBNQA and the NILCA. Makivik focuses on the political, social and economic development of the Nunavik region. Its board of directors is composed of 21 elected members who are Inuit beneficiaries of the JBNQA. These include 5 officers elected by universal suffrage by all eligible Inuit beneficiaries of the JBNQA and 16 members elected by eligible voters of each of the Inuit communities. The members of the corporation are composed of the Nunavik Inuit beneficiaries of the JBNQA. Makivik also owns several subsidiary companies in various fields including, among others, air and marine transportation, construction, and fisheries, and acts as a main job generator in Nunavik. The Nunavik region covers more than 500,000 km² of the Province of Quebec, from the 55th parallel to its extreme northern border.

2. **PRESENTATION “WITHOUT PREJUDICE” TO THE COMMITTEE ON INSTITUTIONS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUEBEC**

The position of Makivik as herein presented to the Committee on Institutions is **without prejudice**. Makivik reserves its right to present an amended position paper on Bill 64 in the future.

3. PRIVILEGED ROLE OF THE HUNTING, FISHING AND TRAPPING COORDINATING COMMITTEE (HFTCC)

The HFTCC was created by virtue of the JBNQA to administer the hunting, fishing and trapping regime created by Section 24 of the JBNQA and Section 15 of the *Northeastern Quebec Agreement* (NEQA) within the JBNQA/NEQA territory (the “Territory”). It is an expert body composed of Cree, Inuit, Naskapi, federal and provincial representatives. Makivik as the designated Inuit Native party appoints three (3) representatives to this committee. As a consultative body to the responsible governments, the HFTCC is the exclusive and preferential forum in which Native and government parties jointly formulate regulations and supervise the administration and management of the hunting, fishing and trapping regime. In particular, the HFTCC shall act as the preferential and exclusive forum regarding matters such as this proposed legislation:

Section 24.4.23 JBNQA:

The Coordinating Committee shall be a consultative body to responsible governments, save where expressly stipulated in paragraph 24.4.30 and as such shall be the preferential and exclusive forum for Native people and governments jointly to formulate regulations and supervise the administration and management of the Hunting, Fishing and Trapping Regime.

Section 24.4.26 JBNQA:

All regulations relating to the Hunting, Fishing and Trapping Regime proposed by responsible governments shall be submitted to the Coordinating Committee for advice before enactment. (...)

On March 14, 2016, the HFTCC sent a letter (in both English and French) to Mr. Martin Coiteux, Minister of Public Security. Although the HFTCC has not yet received a reply or confirmation of delivery, said committee still expects that its preferential and exclusive role be duly taken into consideration within the current process, and proper submission of Bill 64 to the HFTCC takes place prior to its enactment. Makivik shares all observations and conclusions contained within said HFTCC letter, including the role the HFTCC shall play with respect to providing recommendations on Bill 64.

4. ISSUES AND CONCERNS OF MAKIVIK TOWARD BILL 64

In addition to the foregoing, Makivik notes concrete issues and concerns regarding the content, development and implementation processes for Bill 64 in the Nunavik context. Although Makivik acknowledges the objective and purpose of the Bill, as also pointed out in the HFTCC letter, the following elements need to be duly accommodated first before any registration obligations be enforced in Nunavik:

I. RIGHT TO HARVEST OF NUNAVIK INUIT BENEFICIARIES

The Nunavik Inuit beneficiaries enjoy a treaty right to harvest, which includes ancillary means as part of its treaty definition, such as the right to possess and use equipment as reasonably needed for exercising the right to harvest:

Section 24.3.12 JBNQA¹

The right to harvest shall include the right to possess and use all equipment reasonably needed to exercise that right (...).

¹ Corresponding NEQA Section 15.3.11

This right to harvest, recognized and protected by Section 35 of the Constitutional Act (1982), enjoys a priority status² supplemented by the fact that a minimum of control or regulations shall apply to beneficiaries in the Territory:

Section 24.3.30 c) JBNQA³

A minimum of control or regulations shall be applied to the Native people, which shall mean inter alia that:

(...)

c) In general, the control of activities contemplated by this Section shall be less restrictive for Native people than for non-Natives.

The proposed Bill pursues the objective of “establishing rules to govern firearms registration, with further purpose to build public knowledge capacity on firearms presence, for supporting peace officers’ investigations and interventions⁴”. As a law of general application concerning weapon control directed to public security, it in turn **does not** apply **primarily** to reasons for limitations defined in the JBNQA:

Section 24.3.9 JBNQA:

Restrictions on the right to harvest for reasons of public safety shall apply primarily to the discharge of firearms, to the setting of large traps or nets in certain areas, and to other dangerous activities having due regard for other lawfully in the vicinity. Any such restrictions shall not in themselves preclude other harvesting activities.

In the context of Section 24.3.12 JBNQA:

(...) the whole subject to applicable laws and regulations of general application concerning weapon control, where such control is directed to public security and not to harvesting activity. (...)

² Consistent with rulings from the Supreme Court of Canada, and notably R. v. Sparrow [1990] 1 S.C.R. 1075; and with *An Act Approving the Agreement Concerning James Bay and Northern Quebec*, CQLR c. C-67, Section 6.

³ Corresponding NEQA Sections 15.3.22 and 15.3.22.3, respectively.

⁴ See Bill Paragraph 1 and 2.

Moreover, for Nunavik Inuit, the right to harvest serves unique purposes. Amongst others, since time immemorial, harvesting practices by Inuit provide traditional food (country food) to families and community members, which is core to Inuit culture and identity. Also, considering the high cost of living in Nunavik, the harvest of country food can help alleviate the financial burdens of Inuit families. Makivik thus considers that the Bill as proposed infringes on the right to harvest of the Nunavik Inuit beneficiaries.

II. LANGUAGE OF THE REGISTRATION APPLICATION

Nunavik Inuit speak and read Inuttitut. It is their mother tongue and is prevalent in the schools, homes and work places throughout Nunavik. For a certain component, primarily the elders of the population, Inuttitut is the only language utilized. In this context, we are of the opinion that the Bill should accommodate the language consideration. We note with interest that Section 5 of the *Aboriginal Peoples of Canada Adaptations Regulations*, or former federal firearms register (the “Federal Register”), included provisions with respect to Aboriginal languages:

Section 5 of the Federal Register:

“ Sections 3, 8 and 9 of the *Firearms Licences Regulations* are adapted such that a statement made by an Aboriginal applicant or by another Aboriginal person in accordance with any of those sections may be made (a) orally, if the applicant or person is unable to make a written statement, in which case the oral statement shall be transcribed by a person acting on behalf of the applicant or person; and (b) by means of an interpreter, if the applicant or person is unable to communicate in English or French.”

We also note that the current Bill provides for fines between \$500 to \$5000 for false statements made in forms, although the forms would not be made available in Inuttitut. If an Inuk does not understand the forms, it might result in a false statement and hence a fine by way of linguistic issues. Considering that the Bill touches upon a treaty right, it further implies the development by Quebec of communication tools, outreach procedures and notices which are to be culturally adapted to the Nunavik Inuit population. In particular, we consider that the implementation of any obligation respecting registration of firearms should imply the hiring of Inuit to help applicants, especially elders, to notably filling out the forms or informing them about the requirements. We thus request that accommodations respecting Aboriginal languages, and Inuttitut in specific, be duly developed by Quebec before any registration obligation be contemplated in Nunavik.

III. COMMUNAL POSSESSION (SHARING)

Sharing is a core concept to Inuit identity. This widely spread concept notably includes communal possession of equipments for the conduct of the right to harvest, firearms included. We are concerned that this important concept may pose an issue in regards to the obligations in Bill 64 if not amended. For instance, in case of a situation where a family unit, including children and siblings, share the use of firearms for harvesting purposes, whom out of the individuals will have the responsibilities foreseen in Bill 64? As the Bill does not contemplate such an occurrence, we assert that proper accommodations need to be proposed to the satisfaction of Makivik before any registration obligation be applied in Nunavik.

IV. REQUIREMENTS AND COSTS

No permit, license or other authorization shall be required by beneficiaries for exercising their right to harvest. And, if ever fees were to be required notably for

registering, chiselling, or inscribing in indelible ink a firearm, they shall be nominal, and such process conducted through the local governments:

Section 24.3.18 JBNQA:

The exercise of the right to harvest shall not be subject to the obtaining of permits, licenses, or other authorization, save where expressly stipulated otherwise in this Section. Where, by exception, for the purposes of management, leases, permits, licenses or other authorizations are required by the responsible Minister or required on the recommendation of the Coordinating Committee, the Native people shall have the right to receive such leases, permits, licenses or other authorizations at a nominal fee through their respective local governments.

We consider these conditions to be fully applicable to the proposed Bill on Firearms registration.

V. LACK OF AMENITIES AND SERVICES IN NUNAVIK

Nunavik counts approximately 11,000 Inuit inhabitants scattered across fourteen (14) communities with no amenities or services on par with southern Quebec, with respect to a wide variety of fields. This inequity shall be highly problematic when it comes to implementation of Bill 64 and notably regarding the inscribing in indelible ink or chiselling of every firearm. Will the Nunavik region be supported so it be able to develop the necessary amenities or services to carry out these obligations within its territory? Or will beneficiaries have to send their firearms to southern Quebec to have them marked, this latter scenario implying important costs for the Inuit harvesters considering the air cargo rates, not mentioning the delays before the right to harvest could resume. This is not acceptable. The logistics in implementing the legislation as proposed will be extremely difficult in Nunavik, detrimental to Nunavik beneficiaries who rely on hunting for their

livelihood. These considerations need to be accommodated regarding any legal obligation respecting firearms registration in Nunavik.

VI. DELAYS IN THE NUNAVIK CONTEXT

We are raising questions on the delays for transmitting the required information, as provided for in sections 7, 8 and 9 of the proposed Bill⁵. Communications between Nunavik and southern Quebec are more demanding in terms of time and costs. This must be taken into considerations before proposing workable delays to any obligation for registration of firearms in Nunavik. Also, in regards with section 23 of Bill 64 and given the delays in implementing the federal register, we question the one year delay for implementing the provincial register. This delay may be suitable for southern Quebec but, based on our concerns and requests for accommodation herein expressed, we consider that more time will be required in the Nunavik context.

VII. SANCTION (SEIZURE)

Bill 64 foresees seizure of firearms in case of persons not complying with the law. In Nunavik, seizure of a firearm will mean the impossibility for an Inuk beneficiary to exercise the right to harvest. This consequence does not respect the minimum control requirements imposed by the JBNQA. Consequently, we are of the opinion that this sanction creates an unbalance between the objectives of this law of general application and potential effects on Nunavik Inuit treaty rights, which is unjustified.

⁵ "7. The owner of a registered firearm must, within the time and in the manner prescribed by government regulation, notify the Minister of any change in the information provided for registration purposes or of the loss of the unique firearm number or the registration number. As soon as the owner of a registered firearm transfers ownership of the firearm, he or she must notify the Minister in the manner prescribed by government regulation.

8. A person who has a firearm in his or her possession must be able to provide the firearm's registration number on request.

9. A peace officer may require a person who has a firearm in his or her possession to provide the firearm's registration number. The peace officer may require the person to make the firearm available so the peace officer can verify its compliance. The peace officer may also require the person to provide any other information conducive to identifying the firearm and its owner."

VIII. CONSULTATION PROCESS

We consider that the Quebec government has not fulfilled its fiduciary obligation of consultation towards the Nunavik Inuit. The Supreme Court of Canada has repeated several times that when implementing a law or regulation which may have impacts on averted or potential rights or title of Aboriginals, its fiduciary obligation towards them, added to the principle of the honour of the Crown, creates an obligation for meaningful and dutiful consultation of the concerned Aboriginals⁶. The proposed Bill will have effects on Nunavik Inuit treaty rights although no official consultation by the Quebec government ever took place. This conclusion prevails for Makivik as representative of the Nunavik Inuit, but also at the HFTCC level as the privileged and exclusive forum for legislation of that sort. We request that this important breach be rectified.

5. CONCLUSION: FULL EXEMPTION REQUESTED

Makivik acknowledges the objectives sought by the Bill 64. However, considering the issues and concerns detailed within the present Position Paper regarding the Bill's content, development and implementation processes, **Makivik duly requests a full exemption by regulation⁷ from the application of the Bill 64 in favor of the Nunavik Inuit beneficiaries** until such time proper accommodations be proposed following meaningful and dutiful consultation conducted with Makivik, and with the HFTCC for recommendation purposes.

⁶ *Nation haïda c. Colombie-Britannique (Ministre des Forêts)*, [2004] 3 R.C.S. 511 ; *R. c. Nikal*, [1996] 1 R.C.S. 1013; *R. c. Sparrow*, [1990] 1 RCS 1075.

⁷ A full exemption could be done by regulation in virtue of s. 1 (3) of the Bill.

ᑎᓂᓕᓕᓂ ᓂᓕᓕᓂ ᓂᓕᓕᓂ ᓂᓕᓕᓂ

NASKAPI NATION OF
NATION NASKAPI DE **KAWAWACHIKAMACH**

1009 Naskapi Road
KAWAWACHIKAMACH
Nuchimiyuschiiy, Québec
G0G 2Z0

ᓂᓕᓕᓂ ᓂᓕᓕᓂ

Tél. : 418 585-2686
Fax : 418 585-3130
kawawa@naskapi.ca
www.naskapi.ca

Noah Swappie
nswappie@naskapi.ca

Kawawachikamach, April 13, 2016

BY EMAIL
(ORIGINAL BY MAIL)
“WITHOUT PREJUDICE”

Mr. Martin Coiteux
Minister of Public Security

Committee of Institutions

GOVERNMENT OF QUÉBEC
2525, Laurier Boulevard, 5th floor
Tour des Laurentides
Québec (Québec) G1V 2L2

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC
Hôtel du Parlement
1045, rue des Parlementaires
Québec (Québec) G1A 1A3

RE: Bill n° 64 : *Firearms Registration Act*

Minister Coiteux,
Members of the Committee of Institutions,

I am writing on behalf of the Naskapi Nation of Kawawachikamach [the “**Nation**”], to provide the views of the Naskapi Beneficiaries on *Bill no 64: Firearms Registration Act* [“**Bill 64**”], tabled at the National Assembly, and share some of our main concerns and observations.

We have had the opportunity to review the Position Paper presented by Makivik Corporation and the Brief of the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) presented to the Committee on Institutions of the National Assembly of Québec on Bill 64. While most observations provided in these documents also apply to the Nation, we believe the latter, as a self-governing entity, must also raise its voice on this matter.

Duty to Consult

We consider that the Quebec Government has not fulfilled its obligation to consult and accommodate the Nation, in light of the major effects that Bill 64 will have on Naskapi treaty rights. The duty to consult arises from the principle of the Honour of the Crown, which requires

the latter to act honourably towards Aboriginal peoples. The Supreme Court of Canada has affirmed at many occasions that as soon as the Crown contemplates conduct that might adversely affect Aboriginal title, the Crown is constitutionally obligated to consult meaningfully the concerned Aboriginals and accommodate the Aboriginal right. Considering Bill 64 will inevitably have adverse impacts on Naskapi treaty rights, and as there is absolutely no form of accommodation proposed in its present form, we request for meaningful consultation to take place, and that modifications be made consequently.

Furthermore, we note that Québec has also failed to consult the Hunting, Trapping and Fishing Coordinating Committee [the “HFTCC”], as it should have in the circumstances. As you are aware, in a letter addressed to you and dated March 14, 2016, Mr Kenneth Gilpin, Chairperson of the HFTCC, expressed the common concerns of the Naskapi, Cree and Inuit parties with respect to the intended and indirect Bill 64 on their harvesting rights. To our knowledge, this letter remains unanswered to this day, and neither the *Ministère* nor the Committee on Institutions has sought the advice and position of the HFTCC.

Infringements on Naskapi Treaty Rights

As a party to the *Northeastern Québec Agreement* [the “NEQA”], the Nation holds treaty rights in Québec. More specifically, the Nation holds hunting, fishing and trapping rights, also known as “harvesting rights”, which are provided in Section 15 of the NEQA. It is important to specify that Naskapis have been harvesting since time immemorial, and use firearms almost exclusively for harvesting purposes, as opposed to a recreational use. It forms an integral part of our culture, traditions and identity, as confirmed in Section 15.3.1 of the NEQA:

- 15.3.1. Every Naskapi shall have the right to hunt, fish and trap, including the right to capture or kill individuals of any species of wild fauna (hereinafter referred to as the “right to harvest”), in accordance with the provisions of the Hunting, Fishing, and Trapping Regime.

The Nation understands and recognizes the importance of public security and safety with respect to firearms, but opposes any legislation or regulation that diminishes or infringes the application of constitutionally protected treaty rights.

In fact, in its present form, Bill 64 is in breach of harvesting rights, such as the right to possess equipment reasonably needed for exercising the right to harvest set out in the NEQA:

- 15.3.8 Restrictions on the right to harvest for reasons of public safety shall apply primarily to the discharge of firearms, to the setting of large traps or nets in certain areas, and to other dangerous activities having due regard for others lawfully in the vicinity. Any such restrictions shall not in themselves preclude other harvesting activities.

15.3.11 The right to harvest shall include the right to possess and use all equipment reasonably needed to exercise that right [...] the whole subject to applicable laws and regulations of general application concerning weapon control, where such control is directed to public security and not to harvesting activity. [...]

Furthermore, the NEQA provides that minimal control or regulations shall apply to the beneficiaries in the Territory¹. When regulation of harvesting activities prove to be necessary, such regulations shall be made “*with a minimum impact on the Naskapis and harvesting activities by Naskapis*”². The NEQA also provides that in general, “*the control of activities contemplated by the Hunting, Fishing and Trapping Regime shall be less restrictive for Native people than for non-Natives*”³.

Also in accordance with Section 15 of the NEQA, thought should be given to identify which administration should be in charge of application and enforcement of the Bill, amongst the Native parties to the NEQA and the *James Bay and Northern Québec Agreement* [the “**JBNQA**”].

Bill 64 in no way takes into account treaty rights provided for in the NEQA, and infringes the provisions mentioned above. Consequently, we believe Bill 64, as proposed in its current form, infringes on the right to harvest of the Naskapi Beneficiaries.

Logistical Constraints to the Implementation of Bill 64 and Right to Receive Authorizations through Naskapi Local Authority

Furthermore, many provisions of Bill 64 seem rather difficult or even impossible to implement to the Naskapi context and traditional way of life. Namely, the requirement to register a firearm constitutes an authorization within the meaning of Section 15.3.7, which reads as follows:

15.3.17 The exercise of the right to harvest shall not be subject to the obtaining of permits, licenses or other authorization, save where expressly stipulated otherwise in this section [...].

Where such exception becomes applicable, the NEQA provides that the Naskapi shall have the right to receive such authorizations at a nominal fee through a Naskapi local authority which has yet to be determined. This should apply to all conditions and specifications associated with registration in Bill 64, which in their present form constitute a heavy administrative burden and would be difficult to implement, therefore, inefficient given the Naskapi context.

¹ “Territory” has the meaning set out in Section 1.15 of the NEQA.

² Section 15.3.22.2 of the NEQA.

³ Section 15.3.2.3 of the NEQA.

Naskapi Language Rights

Another difficulty which is not addressed in Bill 64 is the language barrier. For many, an in particular for Naskapi elders, Naskapi is the only language utilized. Naskapi beneficiaries could expose themselves to heavy fines for making false statements, due to misunderstanding documentation only available in French or English. It is important to mention that the NEQA deals with the provision of services to Naskapi beneficiaries in the Naskapi language. Also, it should be borne in mind that a people's language constitutes a fundamental aspect of its identity and cultural heritage.

Hence, we believe Bill 64 should be modified to accommodate the language consideration in particular for the registration application. Reference is made to the *Aboriginal Peoples of Canada Adaptations Regulations*, for the former Federal Firearms Register, which included provisions with respect to Aboriginal languages. We therefore request that Québec develops accommodations respecting Aboriginal languages, before any registration becomes enforceable towards the Naskapi beneficiaries.

Exemption from the Application of Bill 64

The Nation believes that a balance must be sought between the Naskapi rights and the objectives of Bill 64. Consequently, the Nation requests a full exemption by regulation from the application of Bill 64 in favor of the Naskapi beneficiaries, until satisfactory and constitutionally compliant accommodations are proposed, following meaningful and substantial consultation with the Nation.

The Nation reserves its right to amend, and to add to its position on Bill 64 in the future.

I thank you for your consideration for the Nation's position, and invite you to contact the Nation to discuss and agree on a consultation process regarding Bill 64.

Yours truly,



NASKAPI NATION OF KAWAWACHIKAMACH

CHIEF NOAH SWAPPIE

NS/



Le 27 janvier 2017

PAR POSTE ET COURRIEL

Monsieur Martin Coiteux
Ministre de la Sécurité publique
2525, boulevard Laurier, 5^e étage
Tour des Laurentides
Québec (Québec) G1V 2L2

Objet : Loi sur l'immatriculation des armes à feu

Monsieur le Ministre,

Comme vous le savez, le CCCPP est institué par les dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ). Il s'agit d'un groupe d'experts constitué de représentants des Cris, Inuites, Naskapis et des gouvernements du Canada et du Québec. La raison d'être du CCCPP est d'administrer le régime de chasse, de pêche et de piégeage créé par le chapitre 24 de la CBJNQ et par le chapitre 15 de la Convention du Nord-est québécois (CNEQ) pour le territoire d'application de ces conventions (« le Territoire »). En sa qualité d'organisme consultatif auprès des gouvernements responsables, le CCCPP constitue l'assemblée exclusive et privilégiée à laquelle les délégations autochtones et gouvernementales élaborent ensemble la réglementation pertinente et supervisent l'administration et la gestion du régime de chasse, de pêche et de piégeage.

La présente lettre fait suite à notre lettre datée du 14 mars 2016 (ci-jointe) et à une récente présentation au CCCPP sur la *Loi sur l'enregistrement des armes à feu* (Loi) par des représentants du ministère de la Sécurité publique (MSP). Le CCCPP a plusieurs commentaires et recommandations concernant l'application de la Loi. Cependant, le CCCPP doit en premier lieu recommander avec insistance que le MSP coordonne l'application de la Loi directement avec gouvernement de la Nation crie, la Société Makivik et la Nation naskapie de Kawawachikamach.

Recommandations et commentaires

1- L'immatriculation des armes à feu et toute campagne d'information connexe doivent être spécialement adaptées aux communautés crie, inuites et naskapies du Territoire et des ressources et des fonds adéquats doivent être attribués.

2- L'immatriculation d'une arme par un propriétaire unique peut être difficile à appliquer dans le Territoire puisque les Cris, les Inuits et les Naskapis possèdent souvent des armes

en copropriété. Le CCCPP s'inquiète des répercussions éventuelles sur un propriétaire inscrit qui ne possède pas d'arme à feu en sa possession ou sur une personne en possession d'une arme à feu qui n'est pas le propriétaire inscrit.

3- La saisie d'une arme à feu par un agent de la paix pour une infraction à l'article 2 de la Loi (c.-à-d. une infraction en vertu de la Loi elle-même et non pour des raisons de sécurité publique en vertu du *Code criminel du Canada*) causerait préjudice au droit des Cris, des Inuits et des Naskapis de posséder des armes à feu en vertu de leur droit d'exploitation. Le CCCPP recommande que le MSP applique l'article 1, alinéa 3, de la Loi et exempte les Cris, les Inuits et les Naskapis de tout pouvoir de saisie.

4- La Loi stipule que les propriétaires d'armes à feu doivent veiller à ce que leur numéro d'immatriculation unique attribué soit inscrit ou apposé de façon indélébile et lisible sur l'arme à feu. Les armes à feu des Cris, Inuits et Naskapis sont utilisées de façon intensive et le respect de cette disposition peut être difficile à effectuer dans la pratique.


5- Au cours de la présentation donnée au CCCPP, les représentants du MSP ont indiqué que les agents de la paix utiliseraient un pouvoir discrétionnaire pour appliquer la Loi dans le contexte des Cris, des Inuits et des Naskapis. Le CCCPP s'inquiète de toute application discrétionnaire de la Loi par les agents de la paix. Le CCCPP recommande que l'application de la Loi dans le Territoire soit clairement précisée par règlement en vertu de la Loi afin d'éviter toute incertitude.

6- La chasse inuite à la baleine boréale utilise un fusil à lances spécialisé. Le CCCPP voudrait savoir s'ils sont considérés comme une arme à feu en vertu de l'article 2 du *Code criminel du Canada* et s'ils doivent être immatriculés en vertu de la Loi. De plus, le fusil à lances a été acheté par la Société Makivik qui le détient au nom de la collectivité inuite du Nunavik. Au cas qu'il soit nécessaire de l'enregistrer, pourrait-il être enregistré par la Société Makivik?

7) Le CCCPP recommande que le MSP applique l'article 1, paragraphe 3, de la Loi et exempte les Cris, les Inuits et les Naskapis de l'application de la Loi jusqu'à ce qu'une mise en œuvre adéquate ait été développée pour le Territoire.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

Le président,



Yvon Boilard

c.c. M^{me} Evelyne Deschênes, Conseillère en affaires policières, Direction de la prévention et de l'organisation policière, MSP



TRANSLATION

January 27, 2017

BY MAIL AND EMAIL

Mr. Martin Coiteux
Minister of Public Security
2525, Laurier Boulevard, 5th floor
Tour des Laurentides
Quebec (Quebec) G1V 2L2

Subject : Firearms Registration Act

Dear Minister,

As you may know, the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee (HFTCC) was created by virtue of the James Bay and Northern Quebec Agreement (JBNQA). The HFTCC is an expert body composed of Cree, Inuit, Naskapi, federal and provincial representatives. It was created to administer the hunting, fishing and trapping regime created by Section 24 of the JBNQA and Section 15 of the Northeastern Quebec Agreement (NEQA) within the JBNQA/NEQA territory ('Territory'). As a consultative body to responsible governments, the HFTCC is the exclusive and preferential forum in which Native and government parties jointly formulate regulations and supervise the administration and management of the hunting, fishing and trapping regime.

This letter follows our March 14, 2016 letter (attached) and a recent presentation to the HFTCC from representatives of the Ministry of Public Security (MSP) on the *Firearms Registration Act* (Act). The HFTCC has several comments and recommendations regarding the implementation of the Act. However, the HFTCC must first strongly recommend that the MSP coordinate directly with the Cree Nation Government, Makivik Corporation and the Naskapi Nation of Kawawachikamach on the implementation of the Act.

Recommendations & Comments

- 1- The registration of firearms and any associated information campaign must be specially adapted to Cree, Inuit and Naskapi communities in the Territory and adequate resources and funding must be allocated.
- 2- Registration by a single owner may be difficult to apply in the Territory where Cree, Inuit and Naskapi often share ownership. The HFTCC has concerns about the possible

implications of a registered owner not having a firearm in their possession or an individual in possession of a firearm not being the registered owner.

3- The seizure of a firearm by a peace officer for an offence under Section 2 of the Act (i.e. an offence under the Act itself and not for reasons of public security under the *Criminal Code of Canada*) would prejudice the Cree, Inuit and Naskapi right to possess firearms under their right to harvest. The HFTCC recommends that the MSP apply Section 1, Paragraph 3 of the Act and exempt Cree, Inuit and Naskapi from all powers of seizure.

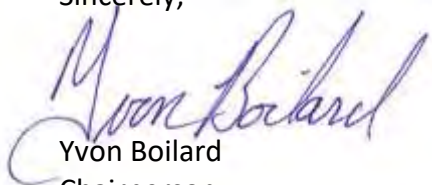
4- The Act stipulates that firearm owners must ensure that their assigned unique registration number be indelibly and legibly inscribed or affixed to the firearm. Cree, Inuit and Naskapi firearms are used heavily and the practicality of respecting this stipulation may be challenging to apply.

5- During the presentation given to the HFTCC, MSP representatives indicated that peace officers would employ discretion in applying the Act in the Cree, Inuit and Naskapi context. The HFTCC has concerns about any discretionary application of the Act by peace officers. The HFTCC recommends that application of the Act in the Territory be clearly specified by regulation under the Act to avoid any uncertainties.

6- The Inuit bowhead whale hunt utilizes a specialized darting gun. The HFTCC would like to know if they are considered a firearm under the Section 2 of the *Criminal Code of Canada* and if they must be registered under the Act. Furthermore, the darting gun was purchased and is owned by Makivik Corporation on behalf the Nunavik Inuit collectivity. If it is necessary to register it, could it be registered by Makivik Corporation?

7- The HFTCC recommends that the MSP apply Section 1, Paragraph 3 of the Act and exempt the Cree, Inuit and Naskapi from the application of the Act until an adequate implementation plan has been developed for the Territory.

Sincerely,



Yvon Boilard
Chairperson

c.c. Evelyne Deschênes, Advisor for police affairs, Department of prevention and police organization, MSP

De : [Miles Smart](mailto:Miles.Smart)
A : clement.robitaille@msp.gouv.qc.ca; "FRANCOIS GILBERT"; "RICHARD COLEMAN"
Cc : "[Nadia Saganash](#)"; "[Natalie Dastous](#)"; [Mylène Larivière](#)
Objet : CCCPP - Loi sur l'immatriculation des armes à feu
Date : 24 octobre 2017 15:24:50

Messieurs,

Pour faire suite à la téléconférence, tenue à la demande du CCCPP le 20 octobre dernier, et concernant la Loi sur immatriculation des armes à feu et la consultation des délégations crie, inuite et naskapie du CCCPP, nous reprenons ici brièvement nos compréhensions et positions de base dans ce dossier, telles que partagées lors de ladite discussion téléphonique. Celles-ci sont détaillées explicitement aux diverses correspondances passées du CCCPP au Ministère de la Sécurité publique (MSP), comme aux mémoires des délégations autochtones (avril 2016) :

- Le CCCPP considère que la consultation menée par le MSP est insuffisante, depuis l'introduction du projet de loi jusqu'à la récente prépublication du projet de règlement d'application dans la Gazette officielle, en contravention des droits et obligations établis en vertu de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et la Convention du Nord-est québécois.
- La discussion du 20 octobre dernier tenue à l'insistance du CCCPP suite à l'envoi au MSP de diverses communications restées sans réponse ne se qualifie nullement comme partie d'un processus de consultation significative et approfondie de la part du MSP auprès du CCCPP, du Gouvernement de la Nation crie, de la Société Makivik et de la Nation Naskapie de Kawawachikamach.
- Il appert que les représentations faites depuis l'année dernière par le CCCPP et les délégations autochtones dans ce dossier n'ont pas été prises en compte au projet de loi comme au projet de règlement, contrairement à ce qui est requis à tout processus réel de consultation et d'accommodement.
- Les délégations autochtones et le CCCPP ont de manière constante requis une exemption d'application de la loi au Territoire conventionné, par voie réglementaire, afin de permettre une consultation réelle et des accommodements en réponses aux enjeux soulevés.
- Le MSP n'envisage pas l'élaboration d'autre règlement que celui qui fait l'objet d'une prépublication et pour lequel des commentaires sont attendus d'ici le 28 octobre prochain, délai et processus jugé pertinent par le MSP pour le CCCPP comme pour tout autre intervenant intéressé.
- Selon le MSP, des mesures d'adaptation seront développées par le responsable du futur registre, le Directeur de l'État civil, et par son service à la clientèle, sans autre détail ou autre précision pour le moment.
- Des vérifications à l'interne seront faites par le MSP, et le CCCPP s'attend à recevoir des réponses écrites aux enjeux soulevés dans ses correspondances, dans celles des Nations conventionnées, comme lors de cette récente discussion.

Veuillez noter que ce dossier est actuellement en cours de discussion avec le SAA compte tenu des préoccupations et des problèmes en jeu. Le Secrétariat du CCCPP transmettra donc au SAA les propos de la discussion téléphonique du 20 octobre.

Bonne journée,

Miles Smart

*Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorier
Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee
Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage
1080 Beaver Hall, bureau 1420
Montréal (Québec) H2Z 1S8
514-284-2151
514-284-0039 (fax)
514-746-2237 (cell)
m.smart@cccpp-hftcc.com*

Information confidentielle: Le présent message, tout message qui suivent dans le fil de discussion ainsi que tout fichier qui y est joint, est (sont) envoyé(s) à l'intention exclusive de son ou (ses) destinataire(s); il est de nature confidentielle et peut faire l'objet d'une information privilégiée. Nous avisons toute personne autre que le destinataire prévu que tout examen, réacheminement, impression, copie, distribution ou toute autre utilisation de ce message et tout document joint est (sont) strictement interdit(s). Si vous n'êtes pas le destinataire prévu, veuillez en aviser immédiatement l'expéditeur par retour de courriel et supprimer ce message et tout document joint de votre système. Merci

Confidentiality Warning: This message, any subsequent messages in the same thread and any attachments thereto are intended only for the use of the intended recipient(s), are confidential, and may be privileged. If you are not the intended recipient, you are hereby notified that any review, retransmission, conversion to hard copy, copying, circulation or other use of this message and any attachments is strictly prohibited. If you are not the intended recipient, please notify the sender immediately by return email, and delete this message and any attachments from your system. Thank- you!



Le 30 novembre 2017

Monsieur Adamie Delisle Alaku
Président
Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage
383, rue Saint-Jacques, bureau C-220
Montréal (Québec) H2Y 1N9

Monsieur le Président,

La présente répond aux commentaires et recommandations formulés par le Comité conjoint de chasse, pêche et piégeage (CCCPP) dans sa lettre du 27 janvier 2017 au sujet de la *Loi sur l'immatriculation des armes à feu* (2016, chapitre 15). Nous vous remercions d'avoir alimenté la réflexion du ministère de la Sécurité publique (MSP) et nous vous assurons que votre perspective a fait l'objet d'une analyse rigoureuse parmi l'ensemble des considérations auxquelles le MSP devait répondre, tant pour l'intérêt général que celui des nations autochtones.

Nous tenons d'emblée à vous souligner que cette loi a été élaborée avec l'intention que l'ensemble de ses dispositions soient compatibles avec celles de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois* et de la *Convention du Nord-Est québécois* et qu'elles ne compromettent pas les engagements pris par le gouvernement du Québec à l'égard des Cris, des Inuits et des Naskapis.

Comme vous le savez, le projet de loi n° 64 – Loi sur l'immatriculation des armes à feu – a fait l'objet de consultations particulières à l'Assemblée nationale en mars et avril 2016, auxquelles plusieurs représentants des peuples autochtones ont pu faire part de leurs observations. Le ministre de la Sécurité publique s'était alors engagé à ce que des consultations supplémentaires soient faites afin de discuter des mesures d'adaptations pour le service à la clientèle autochtone.

...2

Les différents représentants autochtones présents lors des consultations particulières avaient suggéré le CCCPP comme organisme consultatif, s'agissant du forum privilégié de discussion pour des questions en lien avec les régimes de chasse, de pêche et de piégeage, conformément aux dispositions des conventions en milieu nordique. C'est donc dans cette optique qu'en décembre 2016, des représentants du MSP ont fait une présentation au CCCPP, qui s'est conclue par une invitation à nous faire part de vos propositions de mesures, d'où l'objet de la lettre de votre prédécesseur de janvier 2017.

Le 20 octobre 2017, une conférence téléphonique s'est tenue entre des représentants du MSP et du CCCPP pour discuter notamment des mesures d'adaptation du service à la clientèle et des recommandations formulées dans la lettre de janvier 2017.

Nous sommes sensibles aux enjeux que l'application de la loi soulève au sein des communautés cries, naskapies et inuites et nous croyons que les mesures d'accompagnement qui seront mises en place pour les soutenir sauront répondre à vos préoccupations.

Ces mesures impliquent la prise en charge des opérations par le Directeur de l'état civil (DEC), qui, au fil des années, a su adapter ses services à la réalité autochtone et qui seront offerts aux peuples autochtones dans le cadre du Service d'immatriculation des armes à feu.

À cet égard, une équipe dédiée est en place au DEC pour veiller au traitement des dossiers nécessitant une intervention adaptée. De plus, une ligne téléphonique dédiée à la clientèle autochtone est aussi disponible afin de répondre aux besoins particuliers. Enfin, nous avons également prévu la traduction en anglais des différents formulaires pour faciliter les communications.

Quant aux recommandations que vous nous avez formulées, certaines portaient sur les notions de propriété et l'apposition du numéro unique d'arme à feu. D'une part, rappelons que la *Loi sur l'immatriculation des armes à feu* ne fait pas obstacle au prêt d'une arme à feu, mais exige qu'un propriétaire unique soit identifié, tout comme c'était le cas lors du régime d'enregistrement fédéral de l'époque. Ce propriétaire peut être une personne physique ou une personne morale. En l'occurrence, il serait opportun que des personnes possédant une arme à feu en copropriété désignent un responsable pour l'immatriculer.

D'autre part, l'apposition du numéro unique implique le respect des critères d'indélébilité et de lisibilité. Il est prévu que ce numéro puisse être établi, notamment à partir du numéro de série de l'arme, dans la mesure où il permet de distinguer l'arme à feu d'une autre arme possédant les mêmes caractéristiques. Autrement dit, si le numéro de série est unique et qu'il est inscrit ou apposé de façon indélébile et lisible sur l'arme à feu devant être immatriculée, il pourrait devenir le numéro unique attribué par le ministre; auquel cas, il n'y aurait pas lieu d'y ajouter quoi que ce soit.

Vous souleviez également une inquiétude quant à l'application de la loi par les agents de la paix, notamment quant au pouvoir de saisie. Soulignons qu'il ne s'agit pas d'une obligation, mais bien d'un outil destiné à faire respecter la loi qui peut être utilisé dans la mesure où le propriétaire de l'arme refuse de s'y conformer. Comme dans toute loi au Québec, les agents de la paix bénéficient d'un pouvoir discrétionnaire. Il n'est cependant pas prévu que les peuples autochtones soient soustraits par règlement de l'application, en tout ou en partie, de la *Loi sur l'immatriculation des armes à feu*.

En ce qui concerne la qualification du fusil à lance spécialisé mentionné, nous vous suggérons d'obtenir l'avis d'experts qualifiés pour déterminer s'il est considéré en tant qu'arme à feu sans restriction au sens que donne à cette expression le paragraphe 84(1) du *Code criminel* (L.R.C, [1985], ch. C-46).

À cette fin, il faudrait vérifier, soit auprès des responsables du Tableau de référence des armes à feu (TRAF) de la Gendarmerie royale du Canada (courriel : Web-FRT-TRAF@rcmp-grc.gc.ca; téléphone : 1 800 731-4000, poste 1083, du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h), soit auprès du réseau de vérificateurs en armes à feu, dont font partie plusieurs exploitants d'entreprises d'armes à feu, ou encore auprès du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (courriel : lsjml@misp.gouv.qc.ca; téléphone : 514 873-2704).

Advenant que ce type d'arme soit qualifié d'arme à feu sans restriction, elle devra être immatriculée par son propriétaire. Dans ce cas, la Société Makivik, en tant que personne morale, pourrait immatriculer une arme dont elle est la propriétaire au nom d'une communauté inuite du Nunavik.

Pour toute question supplémentaire, nous vous invitons à communiquer avec le Directeur du Bureau des relations avec les autochtones du MSP, monsieur Richard Coleman, au 418-646-6777, poste 60032 ou à richard.coleman@misp.gouv.qc.ca.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre associé,



Louis Morneau

Translated from the original French

Mr. Adamie Delisle Alaku
Chairman
Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee
383 rue Saint-Jacques, bureau C-220
Montréal, Québec H2Y 1N9

Chairman Delisle Alaku,

This letter is in response to the comments and recommendations made by the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee (HFTCC) in its letter dated January 27, 2017 regarding the *Firearms Registration Act* (2016, c. 15). Thank you for contributing to the ministère de la Sécurité publique (MSP) deliberations, and please rest assured that your input has been thoroughly analyzed with respect to all the considerations the MSP was required to study both for general interest and that of the Aboriginal Communities in Québec.

We would first like to underscore that the Act was developed with the intent that its clauses be compatible with those stated in the *James Bay and Northern Québec Agreement* and in the *Northeastern Québec Agreement* and not compromise any commitments made to the Cree, Inuit and Naskapi by the Québec government.

As you are aware, Bill 64 – The Firearms Registration Act – was the subject of special consultations by the Québec National Assembly in March and April 2016, at which several Québec Aboriginal Communities’ representatives had the opportunity to share their observations. At the time, the Public Safety Minister committed to holding additional consultations to discuss adaptation measures for ensuring customer service for the Québec Aboriginal Communities’ clientele.

The Québec Aboriginal Communities' representatives who attended the special consultations suggested the HFTCC as the advisory forum, it being ideally suited to addressing matters relating to hunting, fishing and trapping in accordance with the agreements in effect with northern environments. From this perspective, in December 2016, MSP representatives made a presentation to the HFTCC which concluded with an invitation to share your proposed measures with us, thereby prompting the letter from your predecessor in January 2017.

On October 20, 2017, a conference call was held by representatives of the MSP and the HFTCC specifically to discuss customer service adaptation measures and the recommendations made in the January 2017 letter.

We are cognizant of the issues the application of the Act represents for the Cree, Naskapi and Inuit Nations and we believe the additional measures being introduced to support these clientele will alleviate your concerns.

The measures in question include the Directeur de l'état civil (DEC) taking responsibility for operations. Over the years, the latter has effectively adapted its services to the First Nations and Inuit realities, and these services will be offered to the Québec Aboriginal Peoples under the Firearms Registration Service.

In this respect, a dedicated team is in place at the DEC to manage cases requiring adapted services. Furthermore, a telephone line dedicated to the First Nations and Inuit clientele is also available to respond to specific needs. Finally, to facilitate communication, we have also arranged the translation of the various forms into English.

With respect to the recommendations you sent us, some relate to firearm ownership and assigning a unique number. Important to note, the *Firearm Registration Act* does not prevent lending a firearm but requires that a single owner be identified as was previously the case under the federal registration program in effect at the time. The owner may be an individual or a business. If applicable, it would be ideal for persons who jointly own a firearm to designate one party for registration purposes.

Also important to note, affixing a unique number implies compliance with the indelibility and legibility criteria. It must be possible to identify the unique number from the firearm's serial number as long as the firearm can be distinguished from another with the same features. In other words, if the serial number is unique and is indicated or affixed to the firearm in such a way that it is indelible and legible on the firearm being registered, this serial number may serve as the unique number assigned by the Minister. In this case, nothing needs to be added.

You also raise concerns in your letter with the application of the Act by peace officers, specifically with respect to power of seizure. Note that this is not an obligation, but a tool intended to ensure compliance with the law, and can be used if the owner of a firearm refuses to comply. As is the case with all Québec laws, peace officers have discretionary powers. The intent is not for the Aboriginal Communities in Québec to be excluded by regulation, in whole or in part, from the application of the *Firearm Registration Act*.

With respect to the qualification of the spear gun you mentioned, we recommend obtaining the opinion of a qualified expert to determine whether it is considered a non-restricted firearm, based on the definition of this expression in paragraph 84(1) of the *Criminal Code* (R.S.C. [1985], ch. c-46).

Accordingly, you will have to verify this with the personnel at the Royal Canadian Mounted Police Firearms Reference Table (FRT) (email: Web-FRT-TRAF@rcmp-grc.gc.ca; telephone: 1-800-731-4000, extension 1083, Monday to Friday from 9 a.m. to 5 p.m.), with the network of firearm verifiers comprising several firearm business operators, or with the Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (email: lsjml@misp.gouv.qc.ca; telephone: 514-873-2704).

If this type of firearm qualifies as non-restricted, it must be registered by the owner. In this case, Makivik Corporation, as a business entity, could register a firearm it owns on behalf of an Inuit community in Nunavik.

For further questions, please contact Richard Coleman, Director of the Bureau des relations avec les autochtones with the MSP, at 418-646-6777, extension 60032, or at richard.coleman@misp.gouv.qc.ca.

Sincerely,

Louis Morneau
Associate Deputy Minister



G. C. C. E. I.
est. 1974



C. N. G.
G. N. C.
est. 1978

Mr. Martin Coiteux, Minister of Public Security
December 4, 2017
Page two

It is therefore disappointing that neither the Act nor the draft regulation indicates any measures to accommodate Cree rights. The objectives of the Act can be balanced with respect for Cree hunting rights guaranteed by Section 24 of the JBNQA, but this requires Nation-to-Nation collaboration between the Government of Quebec and the Cree Nation.

As you know, at the hearings of the Committee on Institutions regarding the Act, we called for the creation of a special Cree-Quebec technical table to discuss these matters. Among other things, this technical table would need to consider exemptions and special modalities for the Cree. It would also need to discuss other mechanisms relating to implementation of this regime in the Cree context, including required resources and any regulations of the Act.

Further, as expressed clearly to the Committee on Institutions, we would expect that any draft regulation to implement the Act be reviewed with the HFTCC, **prior to adoption**, as required by Section 24 of the JBNQA.

The HFTCC has provided the Ministry of Public Security ("**MSP**") with several comments and recommendations regarding the implementation of the Act. Certain of these recommendations align with those of the Cree Nation expressed to the Committee on Institutions, such as: involvement of a Cree entity or entities to assist Cree hunters to register their firearms, including in view of technical and language barriers; the need for Cree translations of materials and forms; and related resource requirements, including financial resources. We also share the concern of the HFTCC regarding the effect of seizure and confiscation provisions on Cree hunting rights protected by Section 24 of the JBNQA.

The HFTCC has requested appropriate consultation and discussions with MSP, and it has strongly recommended that MSP coordinate directly with the Cree Nation, Makivik Corporation and the Naskapi Nation of Kawawachikamach. We strongly support this request and recommendation of the HFTCC.



G. C. C. E. I.
est. 1974



C. N. G.
G. N. C.
est. 1978

Mr. Martin Coiteux, Minister of Public Security
December 4, 2017
Page three

Despite these representations, these important issues have not yet been the object of meaningful consultations between Quebec and the Cree Nation, nor between Quebec and the HFTCC.

The letter of November 30, 2017 from Mr. Louis Morneau, MSP Associate Deputy Minister for Police Affairs, to the HFTCC does not address the concerns that we raised before the Committee on Institutions, nor does it address the treaty requirement under the JBNQA for the MSP to engage in meaningful consultations with the HFTCC regarding this legislation.

We therefore request that the coming into force of the Act, and the adoption and coming into force of the regulation, be suspended with respect to the Cree and the territory of Eeyou Istchee until these matters have been resolved through Nation-to-Nation consultations between the Government of Quebec and the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)/Cree Nation Government.

In the alternative, we request that Cree beneficiaries of the JBNQA be exempted from the application of the Act and its regulation, until such time as these important questions have been resolved through Nation-to-Nation consultations between the Government of Quebec and the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)/Cree Nation Government.

We would be grateful if your Ministry contacted Ms. Melissa Saganash, our Director of Cree-Quebec Relations (melissa.saganash@cngov.ca; 514-249-8598), in order to coordinate the establishment of a Cree-Quebec technical table on the modalities of firearm registration as soon as possible.

Meegwetch,

Dr. Abel Bosum
Grand Chief



G. C. C. E. I.
est. 1974



C. N. G.
G. N. C.
est. 1978

cc: Mr. Geoffrey Kelley, Minister for Native Affairs, Secrétariat aux affaires autochtones
Mr. Adamie Delisle Alaku, Chairperson, Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee
Mr. Louis Morneau, Associate Deputy Minister, Ministère de la Sécurité publique

Traduction

Par courriel et par courrier : ministre@msp.gouv.qc.ca

Le 4 décembre 2017

Monsieur Martin Coiteux
Ministre de la Sécurité publique
2525, boulevard Laurier, 5^e étage
Tour des Laurentides
Québec (Québec) G1V 2L2

Objet : Le projet de loi n° 64 (2015), *Loi sur l'immatriculation des armes à feu*, et le projet de règlement

Monsieur le Ministre,

La présente vise à réitérer certaines préoccupations exprimées par le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)/Gouvernement de la Nation crie, au nom de la Nation crie, à la Commission des institutions en ce qui concerne l'application en Eeyou Istchee du projet de loi n° 64 (2015), *Loi sur l'immatriculation des armes à feu*. Elle concerne également l'établissement d'une nouvelle table technique Cris-Québec sur ces questions, et ce, le plus tôt possible.

D'entrée de jeu, nous devons exprimer notre surprise de voir que le projet de règlement pour la mise en œuvre de la Loi, publié le 13 septembre 2017, n'a pas d'abord été présenté au Grand conseil des Cris (Eeyou Istchee)/Gouvernement de la Nation crie, ni au Comité conjoint-chasse, pêche et piégeage (« CCCPP ») établi en vertu du chapitre 24 de notre traité, la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois* (« CBJNQ »), avant d'être rendu public.

Le régime d'immatriculation des armes à feu prévu par la Loi doit assurer la protection et la préservation des droits, issus de traités, de chasser et de récolter qui sont garantis aux Cris par le chapitre 24 de la CBJNQ. Comme nous l'avons clairement exprimé au cours de notre présentation du 5 avril 2016 à la Commission des institutions de l'Assemblée nationale, il est essentiel que ce régime d'immatriculation soit adapté afin de respecter les droits ancestraux et les droits issus de traités de chasser pour les Cris, et qu'il n'impose pas un fardeau excessif aux chasseurs cris.

M. Martin Coiteux, ministre de la Sécurité publique
Le 4 décembre 2017
Page deux

Il est donc décevant de constater que ni la Loi ni le projet de règlement n'indiquent des mesures pour accommoder les droits des Cris. Les objectifs de la Loi et les droits de chasse des Cris garantis par l'article 24 de la CBJNQ peuvent se concilier, mais cela nécessite une collaboration de Nation à Nation entre le gouvernement du Québec et la Nation crie.

Comme vous le savez, au cours des audiences de la Commission des institutions au sujet de la Loi, nous avons réclamé la création d'une table technique Cris-Québec particulière pour discuter de ces questions. Entre autres choses, il faudrait que cette table technique tienne compte des exemptions et des modalités particulières pour les Cris. Elle aurait aussi à examiner d'autres mécanismes relatifs à la mise en œuvre de ce régime dans le monde cri, y compris les ressources requises et tout règlement découlant de la Loi.

En outre, comme nous l'avons exprimé clairement à la Commission des institutions, nous nous attendons à ce que tout projet de règlement pour mettre en œuvre la Loi soit étudié avec le CCCPP, **avant son adoption**, comme l'exige le chapitre 24 de la CBJNQ.

Le CCCPP a présenté au ministère de la Sécurité publique (« **MSP** ») plusieurs observations et recommandations concernant la mise en œuvre de la Loi. Certaines de ces recommandations s'alignent avec celles que la Nation crie a énoncées à la Commission des institutions, telles que : la participation d'une ou plusieurs entités cries pour aider les chasseurs cris à immatriculer leurs armes à feu, notamment pour tenir compte des obstacles techniques et des barrières linguistiques ; les traductions en cri requises pour le matériel et les formulaires ; et les exigences connexes en matière de ressources, y compris les ressources financières. De plus, nous partageons la préoccupation de la CCCPP quant à l'effet des dispositions de saisie et de confiscation sur les droits de chasse des Cris, protégés par le chapitre 24 de la CBJNQ.

Le CCCPP a demandé la tenue de consultations et de discussions appropriées avec le MSP, et a fortement recommandé que le MSP assure une coordination directe avec la Nation crie, la Société Makivik et la Nation naskapie de Kawawachikamach. Nous appuyons fermement cette demande et cette recommandation du CCCPP.

M. Martin Coiteux, ministre de la Sécurité publique
Le 4 décembre 2017
Page trois

Malgré ces représentations, ces questions importantes n'ont toujours pas fait l'objet de consultations sérieuses entre Québec et la Nation crie, ni entre Québec et le CCCPP.

La lettre du 30 novembre dernier que M. Louis Morneau, sous-ministre associé à la direction générale des affaires policières du MSP, a envoyée au CCCPP ne répond pas aux préoccupations que nous avons soulevées devant la Commission des institutions ni n'aborde la condition prévue en vertu de la CBJNQ voulant que le MSP prenne part à des consultations constructives avec le CCCPP sur ce projet de loi.

Nous demandons donc que l'entrée en vigueur de la Loi, ainsi que l'adoption et l'entrée en vigueur du règlement, soient suspendues en ce qui concerne les Cris et le territoire Eeyou Istchee jusqu'à ce que ces questions soient résolues au moyen de consultations de Nation à Nation entre le gouvernement du Québec et le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)/Gouvernement de la Nation crie.

Comme solution de rechange, nous demandons que les bénéficiaires cris aux termes de la CBJNQ soient exemptés de l'application de la Loi et de son règlement, jusqu'à ce que ces questions importantes soient réglées au moyen de consultations de Nation à Nation entre le gouvernement du Québec et le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)/Gouvernement de la Nation crie.

Nous vous serions reconnaissants si votre ministère pouvait communiquer avec Mme Melissa Saganash, notre directrice des relations Cris-Québec (melissa.saganash@cngov.ca crie ; 514-249-8598), afin de coordonner l'établissement d'une table technique Cris-Québec sur les modalités relatives à l'immatriculation des armes à feu, et ce, le plus tôt possible.

Meegwetch,

Le grand chef,

Abel Bosum

c.c. : Monsieur Geoffrey Kelley, ministre délégué aux Affaires autochtones, Secrétariat aux affaires autochtones
Monsieur Adamie Delisle Alaku, président, Comité conjoint-chasse, pêche et piégeage
Monsieur Louis Morneau, Sous-ministre associé, ministère de la Sécurité publique

Kuujuuaq, January 18, 2018

Electronic transmission
Originals to follow by mail

Mr. Marc Coiteux
Minister of Public Security
Government of Québec
2525, Laurier Boulevard 5th Floor
Tour des Laurentides
Québec (Qc) G1V 2L2
ministre@msp.gouv.qc.ca

Mr. Geoffrey Kelly
Minister for Aboriginal Affairs
Aboriginal Affairs Secretariat
Government of Québec
900, Place D'Youville, 5th Floor
Québec (Qc) G1R 3P7
ministre.autochtone@mce.gouv.qc.ca

Subject: Québec Firearms Registration Act and Draft Regulation

Dear Ministers:

In the context of Order in Council 1194-2017, which fixes January 29th 2018 as the date for coming into force of the Québec Firearms Registration Act (the "Act"), Makivik Corporation (Makivik) wishes to reiterate the position it expressed on behalf of its members, the Nunavik Inuit beneficiaries of the James Bay and Northern Québec Agreement (the "JBNQA"), at the time of the adoption of the Québec Firearms Registration Act (the "Act") and thereafter. Makivik has consistently called for an exemption from application of the Act to the Inuit beneficiaries and Nunavik region (the "Territory") if the conditions of implementation were not appropriate. The rationale for this position and relevant considerations were first expressed in Makivik's Brief, presented to the Commission of Institutions in April 2016, and in the numerous letters originating from the Hunting Fishing Trapping Coordinating Committee (HFTCC), a forum to which we participate and whose positions we have fully endorsed.

We have also explained the privileged roles that our Corporation and the HFTCC should have played in the bill's development process. We therefore acted dutifully, notably by participating in good faith to the work of the Commission of Institutions. In return, the Government of Québec needed to enact a substantive and meaningful consultation process, through an approach that demonstrated a genuine intent for taking our concerns into account. Unfortunately, we must conclude that this obligation has not been implemented. The fact that the text of the JBNQA's Hunting, Fishing and Trapping Regime (the "Regime") permits legislative action for purpose relating to public security does not absolve the Government of Québec from its obligation to undertake meaningful consultations on this matter, but rather marks the beginning of such process within a Land Claims context. This was positively addressed under recent legislative undertakings by the federal government, and is necessary given the potential adverse effects the Act shall have on our members' harvesting rights.

www.makivik.org

○ **Head Office • Siège social**
C.P. 179
Kuujuuaq QC J0M 1C0
Tél. (819) 964-2925
Fax (819) 964-2613

○ **Montréal**
1111, boul. D' Frederik-Philips 3^e étage
St-Laurent QC H4M 2X6
Tél. (514) 745-8880
Fax (514) 745-3700

○ **Québec**
555, Grand-Allée E.
Québec QC G1R 2J5
Tél. (418) 522-2224
Fax (418) 522-2636

The implementation of regulatory or administrative measures in the Territory requires respect for the obligations dictated by the JBNQA, amongst which is the requirement for developing collaborative measures with the relevant Native organizations. It is our current understanding that the implementation process foreseen by the ministry shall address only the draft regulation issued to the general public on September 13th 2017 with no consideration for the particular standing of Nunavik Inuit or the HFTCC, or of obligations towards them.

The November 30th, 2017 response letter to the HFTCC by the MSP failed to address the substantive concerns raised by the HFTCC and our Corporation, with no modification to the law or regulation nor accommodations proposed.

It is, therefore, with much regret that we note: (1) a breach, by the government of Québec, of its obligations to conduct meaningful consultation; (2) our ongoing concerns regarding the breach of JBNQA treaty rights with no modification or accommodation proposed; (3) that no accommodations were also proposed to reflect our particular territorial, traditional, cultural and linguistic contexts; (4) that no concrete outreach was ever made with us for ensuring compliance with the JBNQA requirement for the involvement of the interested Inuit organizations.

In light of the above, we hereby reiterate our request that, by virtue of Article 1 of the Act, an exemption of application be awarded by regulation to the Inuit beneficiaries of the JBNQA and the Territory until such time as the substantive issues that we have consistently raised be resolved to our satisfaction. We remain committed to participate to a meaningful Nation-to-Nation consultation process, if adequate solutions and dutiful accommodations can ultimately be achieved, before the fixed one-year delay for application for registration (or before January 29, 2019). To this effect, please contact Mr. Stas Olpinski, Director - Resources Development Department (E: solpinski@makivik.org ; T: 514-745-8880 ext. 2228) at your earliest convenience.

Yours truly,

FOR MAKIVIK CORPORATION



Adamie Delisle-Alaku, Executive Vice-President
Resource Development Department
E: a_delislealaku@makivik.org

C.c. Chief Noah Swappie, Naskapi Nation of Kawawachikamach (n_swappie@hotmail.com)
Grand Chief Abel Bosum, GCC Eeyou Istchee/GNC (eaqrandchief@cngov.ca)
Miles Smart, HFTCC (m.smart@cccqp-hftcc.com)

IN-HOUSE TRANSLATION

Kuujuaq, 18 janvier 2018

Transmission électronique
Originaux à suivre par courrier

Monsieur le Ministre Marc Coiteux
Ministère de la Sécurité publique
Gouvernement du Québec
2525, Boul. Laurier 5^e étage
Tour des Laurentides
Québec (Qc) G1V 2L2
ministre@msp.gouv.qc.ca

Monsieur le Ministre Geoffrey Kelly
Ministère des Affaires autochtones
Secrétariat des Affaires autochtones
Gouvernement du Québec
900, Place D'Youville, 5^e étage
Québec (Qc) G1R 3P7
ministre.autochtone@mce.gouv.qc.ca

Objet: Loi québécoise sur l'immatriculation des armes à feu, et projet de règlement

Messieurs les Ministres :

Dans le contexte du Décret 1194-2017, qui fixe au 29 janvier 2018 la date de mise en vigueur de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu (la « Loi »), la Société Makivik (« Makivik ») souhaite réaffirmer la position exprimée au nom de ses membres, les bénéficiaires Inuit de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ), lors du processus d'adoption de la Loi et par la suite. Makivik a en effet et de manière constante demandé une exemption de l'application de la Loi pour les bénéficiaires Inuit et la région du Nunavik (le « Territoire ») si les conditions de mises en œuvre n'étaient pas appropriées. Le raisonnement soutenant cette position et les considérations pertinentes à cet égard sont exprimés au mémoire présenté par Makivik en avril 2016 au Comité des Institutions et dans les nombreuses lettres émanant du Comité conjoint Chasse, Pêche, Piégeage (CCCPP), un forum auquel nous participons et dont nous avons entièrement approuvés les positions.

Nous avons également vu l'importance d'expliquer les rôles privilégiés que notre société et le CCCPP doivent jouer dans le processus d'élaboration de tout projet de loi. Nous avons donc agi avec diligence en notamment participant en toute bonne foi au travail du Comité des Institutions. En retour, le Gouvernement du Québec aurait dû initier un processus de consultation significative et véritable, dans une approche démontrant une volonté authentique de prendre en compte nos préoccupations. Malheureusement, nous devons conclure qu'une telle obligation ne fut pas mise en œuvre.

Le fait que le texte du régime de Chasse, Pêche et Piégeage de la CBJNQ (le « Régime ») permette l'action législative dans un objectif de sécurité publique ne décharge pas le gouvernement de son obligation d'entreprendre une consultation significative à ce sujet, mais marque plutôt le début d'un tel processus dans le contexte d'un accord de revendication territorial en place. Cet engagement a été récemment respecté par le gouvernement fédéral

pour des engagements législatifs similaires, et demeure nécessaire étant donné les impacts possibles de la Loi sur le droit d'exploitation dont jouissent nos membres.

La mise en œuvre de mesures réglementaires ou administratives dans le Territoire exige de plus le respect des obligations édictées par la CBJNQ, parmi lesquelles l'exigence de développer des mesures collaboratives avec les organisations autochtones compétentes. Nous comprenons maintenant que le processus de mise en œuvre prévu par le Ministère se limitera au projet de règlement partagé avec le grand public le 13 septembre 2016, sans considération pour les rôles privilégiés des Inuit du Nunavik comme du CCCPP, ou des obligations qui leur incombent.

Alors que le Ministère de la Sécurité Publique ne propose aucun changement législatif ou réglementaire ni adaptation de mise en œuvre dans sa lettre de réponse au CCCPP du 30 novembre 2017, il n'aura su répondre adéquatement aux préoccupations substantielles soulevées par le CCCPP et notre société.

C'est donc avec regret que nous notons : (1) un défaut aux obligations de consultation complète et significative du Gouvernement du Québec; (2) une récurrence de nos préoccupations quant au non-respect de nos droits issus de traité sans proposition de modification ou d'adaptation donnée; (3) qu'aucune adaptation particulière ne fut proposée pour refléter nos contextes territoriaux, traditionnels, culturels et linguistiques particuliers; (4) qu'aucun dialogue concret ne nous fut proposé afin de répondre aux exigences de la CBJNQ pour une collaboration avec les organisations inuites concernées.

À la lumière de ce qui précède, nous réaffirmons ici notre demande à l'effet que, en vertu de l'article 1 de la Loi, une exemption d'application soit donnée aux bénéficiaires Inuit de la CBJNQ et au Territoire, jusqu'à ce que nos questions d'importance systématiquement soulevées soient résolues à notre satisfaction. Nous demeurons engagés dans la recherche de solutions adéquates et d'adaptation conséquentes, si ces dernières peuvent être trouvées au sein d'un processus de consultation véritable, de Nation à Nation, et ce avant l'échéance d'un an pour présenter toute demande d'immatriculation (ou avant le 29 janvier 2019). Prière de contacter dans les meilleurs délais Monsieur Stas Olpinski, Directeur du Département -Développement des ressources (C : solpinski@makivik.org; T : 514-745-8880 poste 2228) à cet effet.

Veillez agréer l'assurance de nos sentiments distingués

Pour la Société Makivik

(original signé)

Adamie Delisle-Alaku, Vice-Président Exécutif

Département -Développement des ressources

C: a_delislealaku@makivik.org

C.c. Chef Noah Swappie, Nation Naskapie de Kawawachikamach (n_swappie@hotmail.com)
Grand Chef Abel Bosum, GCC Eeyou Istchee/CNG (eagrandchief@cngov.ca)
Miles Smart, CCCPP (m.smart@cccpp-hftcc.com)

ᓇᓴᓴ ᓇᓴᓴ ᓇᓴᓴ ᓇᓴᓴ

NASKAPI NATION OF
NATION NASKAPI DE **KAWAWACHIKAMACH**

1009 Naskapi Road
KAWAWACHIKAMACH
Nuchimiyuschiiy, Québec
G0G 2Z0

ᓇᓴᓴ ᓇᓴᓴ

Tél. : 418 585-2686
Fax : 418 585-3130
kawawa@naskapi.ca
www.naskapi.ca

BY EMAIL [ministre@msp.gouv.qc.ca]

The Honourable Martin Coiteux
Minister of Public Security
2525 Laurier Blvd., 5th floor
Tour des Laurentides
Quebec City, Quebec
G1V 2L2

25 February, 2018

Re: Bill 64 – Firearms Registration Act

Dear Minister

I am writing on behalf of the Naskapi Nation of Kawawachikamach (the “Nation”) regarding the above-cited subject. The Nation is yet again disappointed by the Government of Québec’s inconsistent application of its duty to consult First Nations and the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee (“HFTCC”).

Firstly, like all the other members of the HFTCC, the Nation is disappointed with the response letter dated 30 November, 2017, from Associate Deputy Minister Louis Morneau. While the letter demonstrates a willingness to address some points raised, it remains that such an exchange cannot be considered consultation as provided for under Section 24.4.26 of the *James Bay and Northern Quebec Agreement*. Such consultation must be conducted prior to enactment of any regulations relating to the Hunting, Fishing and Trapping Regime

Moreover, throughout the whole process leading to the enactment of the Firearms Registration Act, the Nation was never consulted. The Government of Quebec has a constitutional duty to consult and accommodate First Nations directly when their rights or those of their constituents may be affected. In the present case, there is no doubt that one of the Naskapi’s fundamental rights is to hunt wildlife, subject to various regulations, therefore, the Nation should have been consulted directly.

Although the Nation is not opposed to the principles of the Firearms Registration Act, it considers that it that the accommodation measures to avoid any infringement on Naskapi rights have not been thought through and are incomplete.

By copy of the present, I am requesting that the Nation be consulted by the Government of Québec and that additional accommodation measures be discussed and implemented to avoid any infringement on Naskapi rights and take into consideration the challenges faced by the Naskapis due to remoteness and cultural barriers. Consequently, we ask that the Naskapi beneficiaries be exempt from the application of the Act and its regulations, pending a genuine consultation with the Nation and the HFTCC, as well as implementation of satisfactory accommodation. Such exemption must extend beyond the January 29, 2019 deadline, if additional time is needed to implement the accommodation measures.

In Peace and Friendship,



Chief Noah Swappie

Naskapi Nation of Kawawachikamach

c.c.: Mr. Geoffrey Kelley, Minister responsible for Native Affairs, Secrétariat aux affaires autochtones
Mr. Adamie Delisle Alaku, Chairperson, HFTCC
Mr. Louis Morneau, Associate Deputy Minister of Public Security